



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



AFRITAC de l'Ouest

Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest

**Vingt-sixième réunion du Comité d'orientation
Abidjan, 4-5 mai 2016**

**Synthèse du programme de travail de l'exercice 2017
mai 2016 – avril 2017**

TABLE DES MATIERES

Liste des abréviations et sigles.....	3
I. Introduction et vue d'ensemble	6
II. Description des activités prévues par domaine	11
A. Administration douanière.....	13
B. Administration fiscale.....	15
C. Gestion des dépenses publiques – Aspect Budget	17
D. Gestion des dépenses publiques – Aspect Comptabilité Trésor	18
E. Statistiques de finances publiques	20
F. Statistiques du secteur réel.....	22
G. Gestion de la dette publique.....	24
H. Supervision et restructuration bancaires	25
I. Analyse et prévision macroéconomiques.....	27

Graphiques

Graphique 1. Evolution du recours aux experts court terme, année fiscale 2015-17	7
Graphique 2. Assistance technique par domaine, AF2017	8
Graphique 3. Répartition des activités du Centre par domaine	11
Graphique 4. Assistance technique par pays, AF2017	12

Tableaux

Tableau 1. Programme de travail par domaine, AF2017	7
Tableau 2. Liste des séminaires prévus pour l'année fiscale 2017	9
Tableau 3. Activités prévues sous le programme d'apprentissage par les pairs.....	10
Tableau 4. Missions prévues par pays en Administration douanière.....	14
Tableau 5. Missions prévues par pays en Administration fiscale	16
Tableau 6. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques (Budget).....	18
Tableau 7. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques (Trésor).....	19
Tableau 8. Missions prévues par pays en Statistiques de finances publiques	21
Tableau 9. Missions prévues par pays en Statistiques du secteur réel.....	23
Tableau 10. Missions prévues par pays en Gestion de la dette.....	25
Tableau 11. Missions prévues par pays en Supervision et restructuration bancaires	27
Tableau 12. Missions prévues par pays en Analyse et prévision macroéconomiques.....	28

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

ACPR	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
AE	Autorisations d'Engagement
AF	Année fiscale
AFC	AFRITAC du Centre
AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Sub-saharienne
AFRITAC	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique
AFW	AFRITAC de l'Ouest
AT	Assistance Technique
ATI	Institut Africain de Formation
AUT	Agence UMOA-Titres
AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
BCRG	Banque Centrale de République de Guinée
BGCT	Balance Générale des Comptes du Trésor
BNV	Bureau National de la Valeur
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BP	Budget Programme
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDCP	Comptabilité en Droits Constatés et Patrimoniales
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CF	Contrôle Fiscal
CIP	Comptes d'Imputation Provisoire
CME	Centre des Moyennes Entreprises
CNA	Comptes Nationaux Annuels
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CNE	Comité National d'Endettement
CNT	Comptes Nationaux Trimestriels
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
COFEB	Centre Ouest-Africain de Formation et d'Etudes Bancaires
COTECNA	Organisme de contrôle des importations
CP	Crédits de Paiement
CUT	Compte unique du Trésor
CVD/CAVD	Cadre d'Analyse de la Viabilité de la Dette
DCIME	Direction du Centre des Impôts des Moyennes Entreprises
DDP	Direction de la Dette Publique
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGE	Direction des Grandes Entreprises
DGI	Direction Générale des Impôts

DGSBF	Direction Générale de la Supervision Bancaire et Financière
DGSCN	Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
DGSIF	Direction Générale de la Supervision des Institutions Financières
DGT/DGTC	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DND	Direction Nationale des Douanes
DNI	Direction Nationale des Impôts
DNCI	Direction Nationale du Cadastre et des Impôts
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DP	Dépenses du Personnel
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle
DPME	Direction des Petites et Moyennes Entreprises
DPPD	Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses
DRFM	Directeur des Ressources Financières et du Matériel
DSID	Direction des Statistiques et de l'Informatique Douanière
DSRP	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
ECT	Expert Court Terme
EPN	Etablissements Publics Nationaux
ERETES	Outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux
FAD	Département des Finances Publiques du FMI
FMI	Fonds Monétaire International
FP	Finances Publiques
GATT	Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce
GFS	Government Finance Statistics (Statistiques des Finances Publiques)
GIZ	Coopération Technique Allemande
GRH	Gestion des Ressources Humaines
GT	Gestion de la Trésorerie
IBFI	Institut Bancaire et Financier International de la Banque de France
ICD	Institut pour le Développement des Capacités du FMI
IFRS	Normes Internationales de Diffusion des Données
IFU	Identifiant Fiscal Unique
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INS	Institut National de Statistique
INSAE	Institut National de Statistiques et d'Analyse Economique
INSEE	Institut National de Statistique et des Etudes Economiques
JSA	Organisme japonais de coopération
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de Finances
MCM	Département des Marchés Monétaires et Capitaux du FMI
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MdF	Ministère des Finances
MBP6	6 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la position extérieure globale
MSFP	Manuel de Statistiques de Finances Publiques
MTDS/SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
NBE	Nomenclature Budgétaire de l'État
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires

OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Organisation Mondiale des Douanes
PAP	Projets Annuels de Performance
PCE	Plan Comptable de l'Etat
PCSE	Plan Comptable de l'Etat Simplifié de l'Etat
PE	Plans d'Engagement
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMA	Evaluation de la Gestion de l'Investissement Public
PLF	Projet de Lois des Finances
PNG	Position Nette du Gouvernement
PNT	Position Nette du Trésor
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPAT	Projet Pluriannuel d'Assistance Technique
PPM	Plans de Passation de Marchés
PTF	Partenaires Techniques Financiers
RAR	Restes A Recouvrer
RH	Ressources Humaines
RPROG	Responsable de Programme
RAFIT	Outils d'Information de l'administration fiscale
SCN	Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies
SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
SFP	Statistiques des Finances Publiques
SGDD	Système Général de Diffusion des Données
SGE	Service des Grandes Entreprises
SI	Système d'Information
SIAR	Système Informatisé d'Analyse de Risque
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SME	Service des Moyennes Entreprises
SP-CTBPE	Secrétariat permanent du comité technique du budget-programme de l'Etat
SYDAM	Système de Dédouanement Automatisé des Marchandises
SYDONIA	SYstème DOuaNIer Automatisé
TAME	Traitement et Analyse de risque des Marchandises par voie Électronique
TCEI	Tableau des comptes économiques intégrés
TRE	Tableau des ressources et des emplois
TRIE	Transit Routier Inter État
TEC	Tarif Extérieur Commun
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UMA	Union du Maghreb Arabe
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest-africaine

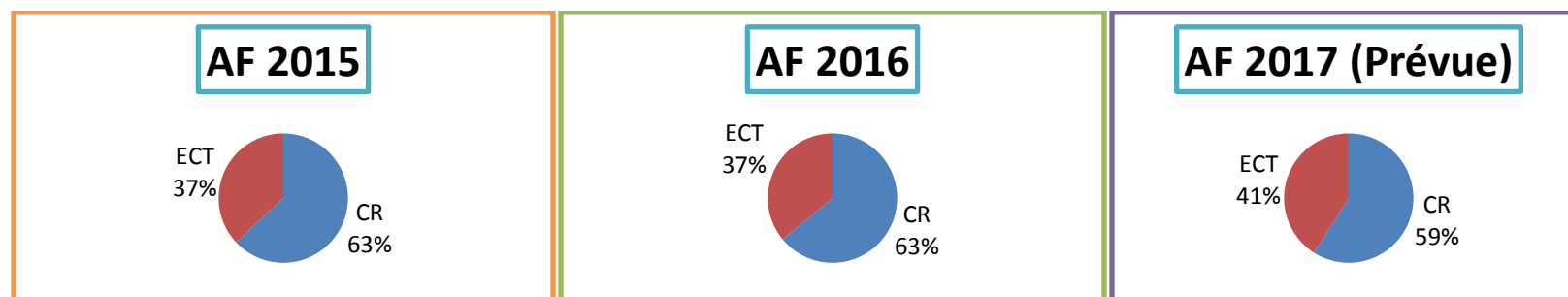
I. INTRODUCTION ET VUE D'ENSEMBLE

1. Le présent programme de travail, soumis à l'approbation du Comité d'orientation (CO), présente les activités d'assistance technique (AT) et de formation de l'AFRITAC de l'Ouest pour l'année budgétaire 2017 (AF2017), qui couvre la période allant de mai 2016 à avril 2017. De manière générale, les interventions du Centre s'inscrivent dans le contexte plus large du cadre logique 2014-2017. Les activités prévues reflètent les besoins exprimés par les pays membres, les priorités stratégiques relatives au dialogue entre les équipes-pays du Fonds monétaire international (FMI) et les pays membres, et les ressources du Centre. Par ailleurs, l'année budgétaire 2017 étant la dernière année du troisième Cycle de financement du Centre, le programme de travail traduit également les implications de la fin du Cycle au niveau des hypothèses budgétaires, et en ce qui concerne la gestion des projets pluriannuels.
2. Le volume d'assistance technique est projeté à 607 semaines-personnes, soit une augmentation de 9% par rapport aux réalisations de l'AF2016 (Tableau 1). Les activités portent sur les missions d'assistance technique, les séminaires régionaux, la préparation et le suivi des stages d'apprentissage par les pairs, et la participation aux missions des organismes régionaux partenaires de l'AFRITAC de l'Ouest, ainsi qu'à celles organisées par les Départements d'assistance technique du FMI. Le programme de travail prévoit le recours aux experts court-terme (ECT) à hauteur de 25 à 29 semaines-personnes selon les besoins du domaine. Ainsi, la part de ces ressources dans le volume total d'activités passe de 37% en AF2016 à 41% en AF2017 (Graphique 1).
3. Le programme couvre treize séminaires régionaux, y compris un cours à organiser en collaboration avec l'Institut pour le Développement des Capacités (ICD) du FMI et le Centre Africain de Formation (ATI). Certains de ces séminaires seront organisés en collaboration avec l'AFRITAC du Centre (Tableau 2).
4. Malgré un démarrage quelque peu timide en AF2016, le programme d'apprentissage par les pairs a connu un franc succès et devrait être accéléré en AF2017. Ainsi, le programme de travail prévoit l'organisation de treize stages d'immersion, dans les domaines de l'administration fiscale, des statistiques du secteur réel, des statistiques de finances publiques, de la gestion des dépenses publiques, de l'analyse et prévision macroéconomiques, et de la supervision bancaire (Tableau 3).
5. Le programme de travail prévoit également la participation des Conseillers résidents aux missions diagnostiques organisées par le Département des Finances publiques du FMI en administration fiscale et douanière; et en gestion des dépenses publiques, ainsi qu'aux travaux de consultations multilatérales annuelles organisées par le Département Afrique avec les institutions régionales de l'Union Economique et Monétaire Ouest-africaine (UEMOA).

Tableau 1. Programme de travail par domaine, AF 2017
(En semaines-personnes)

Domaines	Volume réalisé AF 2016			Volume programmé AF 2017			Total AF 2016	Total AF 2017	Variation
	Conseiller résident		Expert court terme	Conseiller résident		Expert court terme			2016/17
	Abidjan	Site		Abidjan	Site				
Administration douanière	17	22	25	16	22,5	29	64	67,5	5%
Administration fiscale	14	28	31	15,5	26	28	73	69,5	-5%
GDP - Budget	23	19	29	19	21	28	77,5	68	-4%
GDP - Comptabilité & Trésor	10	3	12	16	25	28	24,5	69	182%
Statistiques des finances publiques	16	25	22	17	24	28	63	69	10%
Statistiques du secteur réel	22	23	24	22	17	29	63	67	6%
Gestion de la dette publique	18	25	20	20	21	29	63	69	10%
Supervision bancaire	22	20	23	18	16	25	65	59	-9%
Analyse et prévision macro.	26	22	14	22	19	26	61	67	10%
TOTAL	166	187	203	165,5	191,5	250	554	607	9%

Graphique 1. Evolution du recours aux experts court terme, année fiscales 2015-17
(En pourcentage du total d'activité)



Graphique 2. Assistance technique par domaine, AF 2017

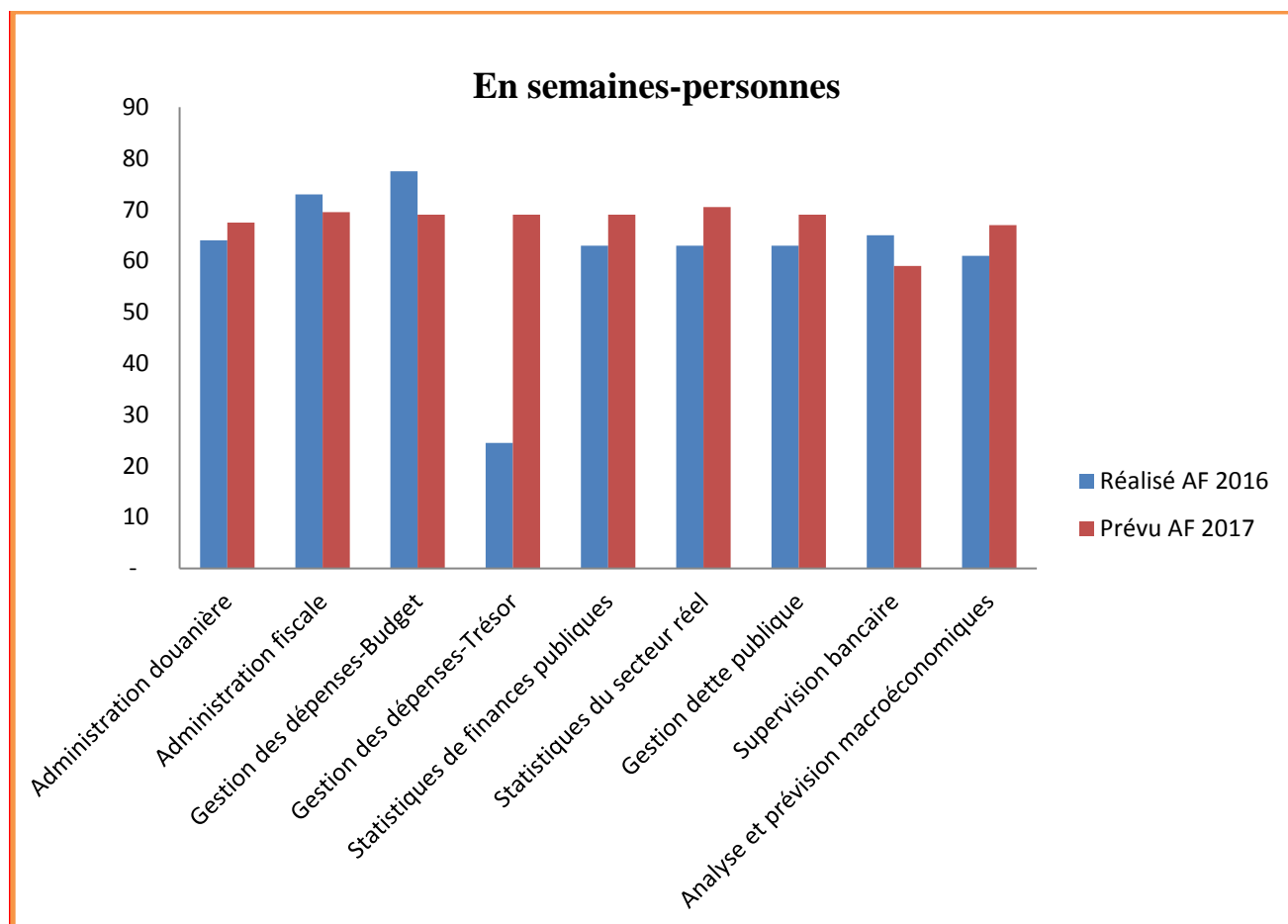


Tableau 2. Liste des séminaires prévus pour l'année fiscale 2017

Domaine	Thème	Lieu	Date	Partenaires	Participants
Statistiques du secteur réel	Harmonisation des méthodes et outils de travail sur ERETES, logiciel de comptabilité nationale.	Abidjan	T1		30
Gestion de la dette publique	Opportunités et risques liés à l'accès aux marchés des capitaux internationaux.	Abidjan	T1	AFC	30
Gestion de la dette publique	Élaboration et mise en œuvre du plan annuel d'emprunt.	Lomé	T2		30
Gestion des dépenses publiques-Budget	Modernisation de la documentation des Lois de finances.	Yaoundé	T3	AFC/FAD	30
Analyse et prévision macroéconomiques	Conjoncture et prévisions dans les pays du Centre.	Bamako	T2	AFRISTAT, UEMOA, CEA	5
Analyse et prévision macroéconomiques	Cours sur la Programmation et les politiques financières.	Ébène	T1	ICD ATI	30
Analyse et prévision macroéconomiques	Cadrage macroéconomique et son utilisation pour l'élaboration des Cadres de dépenses et budgétaires à moyen terme.	Conakry	T3		30
Administration fiscale	Contrôle fiscal des opérations du secteur des télécommunications.	Dakar	T2		25
Administration fiscale	Gestion des indicateurs de performance et l'outil d'analyse des performances des administrations fiscales (RAFIT).	Abidjan	T1	AFC	10
Administration douanière	Rôle du renseignement dans les administrations douanières.	Nouakchott	T3		30
Statistiques de finances publiques	Élargissement du champ de couverture du Tableau des opérations financières de l'Etat.	Nouakchott	T4		30
Supervision et restructuration bancaire	Supervision des banques en difficultés.	Abidjan	T4		30
Gestion des dépenses publiques-Trésor	Gestion de la trésorerie et le compte unique du Trésor.	Ouagadougou	T4		30

Tableau 3. Activités prévues sous le programme d'apprentissage par les pairs

Domaine	Sujets du stage	Pays hôte potentiel	Commentaires
Administration fiscale	La mise en œuvre des réformes organisationnelles.	Cameroun	La lettre de demande d'accueil des stagiaires a déjà été envoyée au pays hôte.
Statistiques du secteur réel	Le changement de l'année de base et la mise en œuvre du SCN 2008.	Royaume du Maroc	
Statistiques du secteur réel	Élaboration des Comptes Nationaux Trimestriels.	Burkina Faso	
Statistiques du secteur réel	Elaboration des comptes d'une année courante avec le module ERETES.	Burkina Faso	
Statistiques du secteur réel	Elaboration des comptes d'une année courante avec le module ERETES.	Bénin	
Statistiques de finances publiques	La production du TOFE à partir de la BGCT en utilisant une procédure d'extraction automatique.	Mauritanie	
Gestion des dépenses publiques	la bascule au budget de programme.	Gabon	
Gestion des dépenses publiques	l'articulation entre les documents pluriannuels de programmation et le budget annuel.	Tunisie	
Gestion des dépenses publiques	Problématique des Partenariats Public- Privé.	Royaume du Maroc	
Analyse et prévision macroéconomiques	Cadre institutionnel et appropriation du processus de cadrage macroéconomique.	Niger	Le pays hôte a déjà donné son avis favorable pour l'organisation du stage en mai 2016.
Analyse et prévision macroéconomiques	Cadre institutionnel pour la gestion macroéconomique, et élaboration de modèles de simulation de chocs de politique économique.	Cameroun	La lettre de demande d'accueil des stagiaires a déjà été envoyée au pays hôte.
Analyse et prévision macroéconomiques	Cadre institutionnel et dispositifs d'analyse et de prévisions macroéconomiques.	Sénégal	Le pays hôte a déjà donné son avis favorable pour l'organisation du stage en mai 2016.
Supervision bancaire	Création et gestion d'un système de fonds de garantie des dépôts.	Royaume du Maroc	

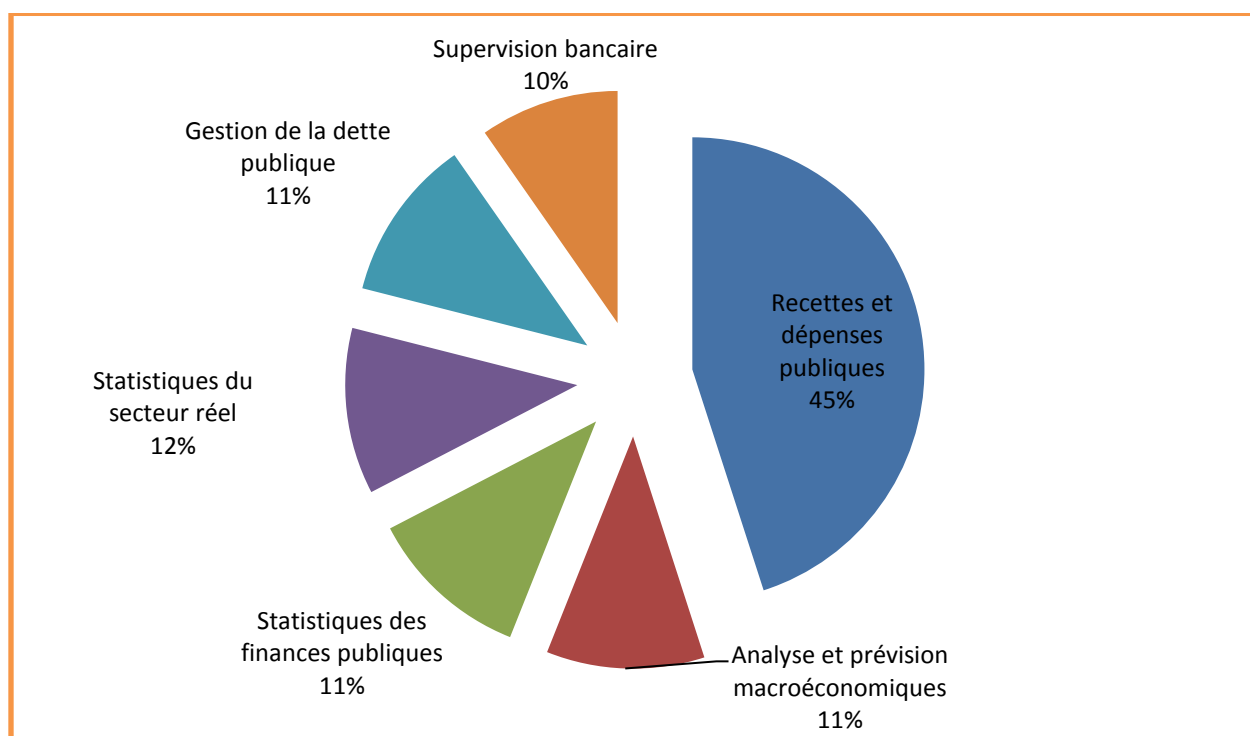
II. DESCRIPTION DES ACTIVITES PREVUES PAR DOMAINE

6. Il ressort du programme de travail que pour la majorité de domaine, le volume d'activités prévu sera plus élevé que les résultats de l'exécution de l'AF2016, et que les activités portant sur le domaine des finances publiques (recettes et dépenses) resteront prédominantes dans les activités du Centre. Elles totaliseront plus de 40% du volume d'AT programmé. Au niveau des pays, le programme prévoit un volume d'activités supérieur ou égal à celui effectivement dispensé en AF2016 dans au moins 7 pays. Il faut cependant noter que pour les pays ayant connu des interruptions de missions en AF2016, ceci reflète également l'effet de rattrape (Graphiques 3 et 4).

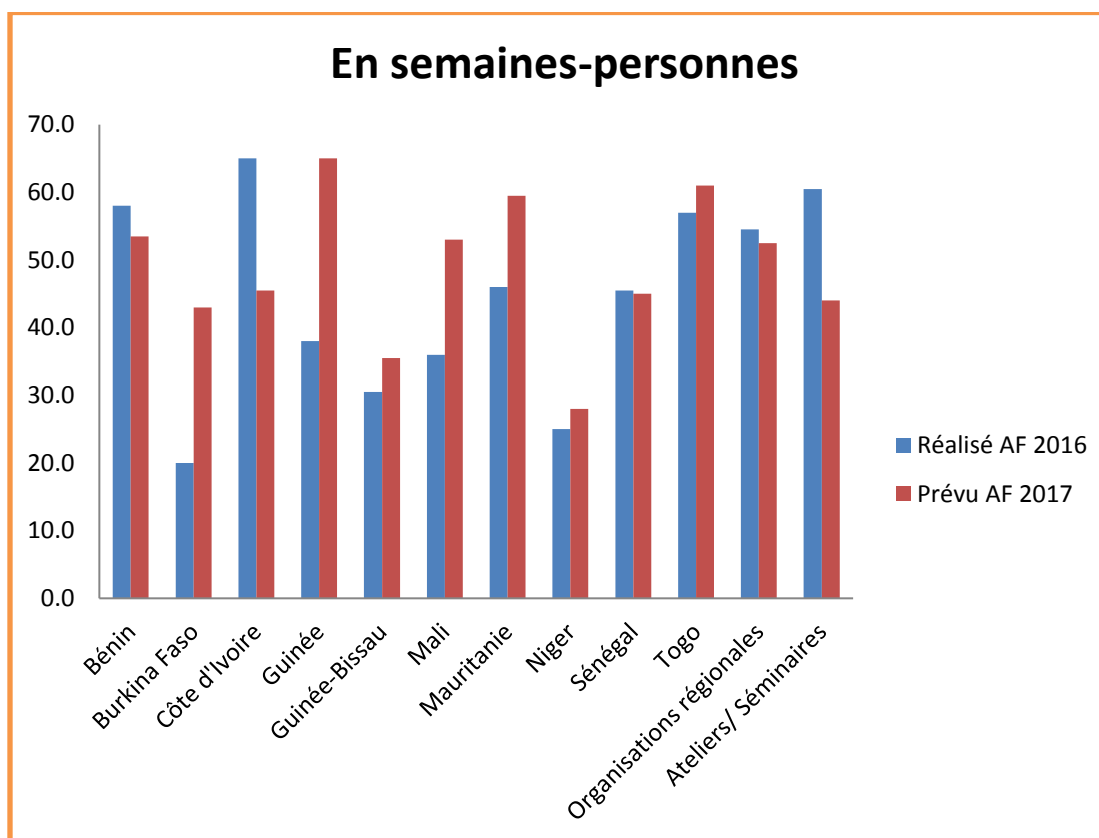
7. Les activités programmées, ainsi que les indications du calendrier trimestriel proposé et la répartition des tâches entre Conseillers résidents du Centre et experts court-terme sont présentés dans les tableaux en annexe I et II qui sont communiqués avec ce rapport.

8. Afin de pallier à toute rupture inattendue dans le déploiement de l'assistance technique et optimiser la gestion de ressources, le programme de travail prévoit des missions en « réserve » dans chaque domaine. Ces missions seront exécutées si l'une ou l'autre de celles qui sont budgétisées n'était pas exécutée. Le détail des missions en « réserve » est présenté dans les tableaux en annexe III.

Graphique 3. Répartition des activités du Centre par domaine



Graphique 4. Assistance technique par pays, année fiscale 2017



A. ADMINISTRATION DOUANIÈRE

Contexte et priorités de l'assistance technique

9. Le programme de travail de l'AF2017 s'inscrit dans la droite ligne des orientations du cadre stratégique du Centre. Il couvre deux thèmes principaux : l'amélioration des fonctions principales des douanes et le renforcement de la gestion et de la gouvernance des administrations douanières. Prenant en compte la situation spécifique de chaque pays, et sur base des progrès réalisés l'année dernière, les activités prévues devraient permettre d'atteindre les objectifs suivants :

- ❖ Les opérateurs du commerce international respectent leurs obligations déclaratives et de paiement en Guinée, et en Guinée-Bissau.
- ❖ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces, et les informations fournies sont véridiques au Bénin, au Burkina Faso, en Mauritanie, au Sénégal, et au Togo.
- ❖ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement le respect des dispositions du code des douanes au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, en Mauritanie, et au Togo.
- ❖ La gestion des priorités et conformités des règles s'améliore grâce à une gestion des risques efficace en Côte d'Ivoire.

Activités programmées et résultats attendus

10. **Au niveau régional.** Le Centre organisera un séminaire régional sur le thème : « Le rôle du renseignement dans les administrations douanières », qui fera suite à celui organisé en janvier 2016 à Abidjan et qui avait rencontré beaucoup de succès auprès des participants. L'objectif de ce séminaire sera de développer les capacités d'analyse des participants, à l'aide d'exercices concrets et d'une approche participative.

11. **Au niveau des pays.** Le Centre exécutera des missions d'AT (Tableau 4), et participera aux missions diagnostiques qui seront organisées par le Département des Finances publiques du FMI (DFP) au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, un certain nombre de missions sont mises « en réserve ». Elles concernent le renforcement des capacités en matière d'obligations des opérateurs en Guinée et Guinée Bissau; la modernisation de la gestion des ressources humaines au Mali et la sélectivité automatisée au Burkina Faso et au Mali.

Tableau 4. Missions prévues par pays en Administration douanière

Pays	Activités	Jalons 2017
Bénin	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Intégration de la règle aléatoire au système d'analyse du risque; ✚ Réduction significative du taux d'inspection; ✚ Retour d'information à l'unité valeur sur les actions prises par la première ligne. ✚ Évaluation et suivi des recommandations du diagnostic FAD de décembre 2015
Burkina Faso	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Renforcement au niveau des méthodes de contrôle en entreprises. ✚ Évaluation et suivi des recommandations du diagnostic FAD de mai 2016
Côte d'Ivoire	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Mise en place d'une procédure sur le contrôle et suivi des marchandises importées sous le régime d'exonération. ✚ Entente de collaboration avec la magistrature dans les cas d'enquêtes sur des fraudes douanières organisées.
Guinée	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Amélioration des fonctions de bases de la douane : prise en charge des marchandises et gestion des manifestes.
Guinée Bissau	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Traçabilité des marchandises et des activités douanières dans les systèmes douaniers.
Mali	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Renforcement au niveau des méthodes de contrôle en entreprises.
Mauritanie	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Ajustements de la mise en opération de la première étape dans l'application de la valeur transactionnelle ; ✚ Renforcement au niveau des méthodes de contrôle en entreprises.
Sénégal	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Suivi et mise en place des recommandations du diagnostic FAD de juillet 2016
Togo	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Mise en place d'une procédure sur le contrôle et suivi des marchandises importées sous le régime d'exonération et celui de la Zone Franche; ✚ Identification des préalables pour une sélectivité automatisée du risque. ✚ Démarrage du projet pluriannuel de gestion automatisée du risque

B. ADMINISTRATION FISCALE

Contexte et priorités de l'assistance technique

12. En conformité avec les orientations du cadre stratégique du Centre, le programme de travail de l'AF2017 pour l'administration fiscale couvre trois thèmes principaux :

- ❖ La poursuite de la modernisation de l'administration des moyennes entreprises.
- ❖ Le renforcement des opérations fiscales auprès de la Direction Générale des Impôts (DGI), portant sur le contrôle, le recouvrement et le renforcement de l'immatriculation.
- ❖ La poursuite de la formation de formateurs, dans le cadre du contrôle fiscal des opérations internationales du secteur de télécommunication. Cette formation fait suite à celles organisées en AF2015 et AF2016 en Mauritanie et au Bénin, et dont les thèmes de formation étaient centrés sur le contrôle fiscal des banques et assurances et sur le contrôle fiscal des industries minières.

Activités programmées et résultats attendus

13. ***Au plan régional.*** Il est prévu deux séminaires régionaux portant l'un sur « le contrôle fiscal des opérations du secteur de télécommunications », et l'autre sur « la gestion des indicateurs de performance et l'outil d'analyse des performances des administrations fiscales ». Ces formations s'inscrivent dans une démarche qui consiste à former les professionnels des DGI sur la problématique d'optimisation fiscale liée au transfert illicite des bénéfices entre les sociétés de groupe ou sociétés liées. L'approche endogène apparaît être la mieux appropriée pour les pays membres de l'UEMOA, qui disposent des législations presque similaires et qui partagent un espace communautaire de libre échange.

14. ***Au niveau des pays.*** Les activités prévues sont présentées au Tableau 5 ci-dessous. En plus de ces missions, le Centre participera aux missions diagnostiques du Département des Finances publiques du FMI au Burkina Faso et en Guinée. Il est également prévu des missions en réserve visant le renforcement de l'administration des moyennes entreprises en Mauritanie, au Togo, au Mali, et au Niger. Par ailleurs, un stage d'immersion sur la mise en œuvre des réformes organisationnelles est prévu au programme (Voir Tableau 3).

Tableau 5. Missions prévues par pays en Administration fiscale

Pays	Activités	Jalons 2017
Bénin	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de 15% du nombre d'entreprises moyennes; le taux de dépôt spontané en TVA est de 90; 90% des Restes à Recouvrer (RAR) recouvrables sont recouvrés ; Le fichier central des contribuables reflète la situation réelle des contribuables et est partagé avec les services de la Douane. La brigade des enquêtes et de la recherche est renforcée.
Burkina Faso	2 missions	Accroissement du fichier des contribuables a concurrence de 15% du fichier; le taux de dépôt spontané de la TVA est de 90%; 90% des RAR sont effectivement recouvrés.
Côte d'Ivoire	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> La programmation du contrôle fiscal est fondée sur l'analyse du risque.
Guinée	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Le recouvrement des RAR facilement recouvrables est assuré. La politique de la segmentation fiscale est rigoureusement appliquée; les règles de transfert des dossiers sont rigoureusement appliquées; les règles d'immatriculation du contribuable sont sécurisées; la surveillance des obligations fiscales est améliorée. Mission diagnostique avec le Département des Finances publiques du FMI.
Guinée Bissau	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> L'immatriculation est généralisée à tous les contribuables; le fichier des contribuables est mis à jour; la brigade d'enquêtes et de recherche est renforcée; une stratégie d'élargissement de l'assiette est élaborée et est mis en œuvre.
Mali	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Les fichiers DGE et DME sont maitrisés; la gestion des restes à recouvrer au près des moyennes entreprises est maitrisée, le contrôle fiscal au près des moyennes entreprises est renforcé.
Mauritanie	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Les critères d'analyse du risque définis avec l'appui de la mission permettent de sélectionner les dossiers à soumettre au contrôle fiscal La procédure simplifiée de déclaration unique est effective.
Niger	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> La collecte de l'information fiscale est renforcé; le contrôle sur pièces est amélioré; le taux de declaration spontané est de 90% ; Une meilleure gestion des RAR est assurée.
Sénégal	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Le nombre d'entreprises moyennes accroit de 15% en moyenne annuelle; le taux de dépôt spontané en TVA est de 95%, 90% des RAR recouvrables sont recouvrés.
Togo	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> La programmation du contrôle fiscal est fondée sur l'analyse du risque, en commençant pas les moyennes entreprises. Suivi des recommandations formulées par la mission FAD en Février 2016

C. GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES – ASPECT BUDGET

Contexte et priorités de l'assistance technique

15. Dans le domaine de la Gestion des dépenses publiques (aspect budget), l'AT sera articulée autour de quatre axes principaux:

- ❖ La mise en place des documents pluriannuels de programmation budgétaire en Guinée-Bissau.
- ❖ La préparation et l'exécution du budget en mode de budget-programme au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, et en Mauritanie.
- ❖ La budgétisation et le pilotage de la masse salariale pour la Guinée, et le Mali.
- ❖ Le renforcement des capacités d'appropriation des nouveaux paradigmes de gestion des finances publiques au Niger, et au Sénégal.

16. Les activités d'assistance technique dans ce domaine porteront également sur la poursuite de deux projets pluriannuels d'assistance technique (PPAT) au Mali et au Togo couvrant respectivement la gestion de la masse salariale et le renforcement de la formulation du budget.

17. Dans le cadre du programme d'apprentissage par les pairs, il est prévu trois visites d'immersion sur l'expérience de la bascule au budget-programme ; la problématique des Partenariats Public-Privé, et l'articulation entre les documents pluriannuels de programmation et le budget annuel (Voir Tableau 3).

Activités programmées et résultats

18. *Au plan régional.* Un séminaire interrégional sera organisé sur le thème : « La modernisation de la documentation des lois de finances », en partenariat avec l'AFRITAC du Centre. Cette formation vise à renforcer les capacités des participants s'assurer que la préparation et la documentation du Projet de Loi de Finances s'inscrivent bien dans la logique du budget-programme.

19. *Au niveau de l'UEMOA.* Le Centre participera aux rencontres statutaires des professionnels des finances publiques que sont : le Réseau des praticiens et l'Observatoire des finances publiques. De plus, le Centre fournira un appui à la mise en œuvre du plan d'actions annuel du Département en charge des finances publiques de la Commission de l'UEMOA.

20. *Au niveau des pays.* Le programme prévoit une seule mission par pays, sauf pour le Mali et le Togo qui devront bénéficier de deux missions dans le cadre des Projets pluriannuels d'assistance technique qui sont en cours ; et la Mauritanie qui rentre pour la première fois dans le processus du budget de programme (Tableau 6). Par ailleurs, un certain nombre de missions sont en « réserve » et portent essentiellement sur l'appui à la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation de la gestion de l'investissement public (PIMA) au Burkina Faso, en Guinée, et au Niger.

Tableau 6. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques (Budget)

Pays	Activités	Jalons 2017
Bénin	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> L'exécution de toute la phase administrative de la dépense incombe désormais aux Responsables de programme ou, dans une phase intermédiaire, aux Directeurs des ressources financières et du matériel (DRFM) ; Les acteurs se sont appropriés les procédures d'exécution en mode programme.
Burkina Faso	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Un plan d'action pour la rationalisation de la chaine de la dépense et la déconcentration de l'ordonnancement est adopté et mis en œuvre.
Côte d'Ivoire	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Un plan d'action pour la rationalisation de la chaine de la dépense et la déconcentration de l'ordonnancement est adopté et mis en œuvre.
Guinée	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Le guide méthodologique et l'outil de budgétisation et de pilotage de la masse salariale sont opérationnels.
Guinée Bissau	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Les experts nationaux se sont appropriés la démarche d'élaboration du DPBEP et la mettent en œuvre
Mali	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> La programmation triennale 2017-2019 et la budgétisation annuelle 2017 de la masse salariale est réalisée à partir de l'outil. Le manuel d'exécution des dépenses de personnel est adopté et disséminé.
Mauritanie	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> La philosophie du BP est appropriée par les acteurs et les conditions de sa mise en œuvre définies; Les programmes budgétaires d'un premier groupe de ministères sont définis.
Niger	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Les budgets d'investissements publics de 4 ministères supplémentaires sont structurés en AE/CP
Sénégal	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Les procédures d'exécution de la dépense sont rationalisées et adaptées aux nouvelles réformes
Togo	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> La nomenclature budgétaire de l'Etat est enrichie de la classification fonctionnelle La documentation du PLF et ses annexes sont conformes à la LOLF.

D. GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES – ASPECT COMPTABILITE TRESOR

Contexte et priorités de l'assistance technique

21. L'assistance technique dans ce domaine portera sur deux grands chantiers : la consolidation des fondamentaux de la comptabilité en base caisse, y compris la gestion de la trésorerie de l'Etat, et la préparation de la bascule à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale. Elle se déclinera principalement aux moyens des activités suivantes :

- ❖ L'élaboration des outils d'opérationnalisation du nouveau Plan Comptable de l'Etat (PCE) au Bénin et en Guinée ;
- ❖ La fiabilisation de la balance générale des comptes en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Niger, et au Sénégal ;
- ❖ Le renforcement de la gestion de la trésorerie et du Compte Unique du Trésor (CUT) au Mali, et au Togo ;
- ❖ La préparation de la bascule à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, en Mauritanie, et au Sénégal.

Activités programmées et résultats

22. **Au plan régional.** Le Centre prévoit d'organiser un séminaire régional sur le thème: « la gestion de la trésorerie et le Compte unique du Trésor ». Il est attendu qu'au terme de cette formation les participants soient en mesure de conduire une gestion active de la trésorerie à partir d'un compte unique logé à la Banque centrale.

23. **Au niveau de l'UEMOA.** Le Centre continuera à soutenir la mise en œuvre des réformes régionales en appuyant la mise en œuvre du plan d'actions annuel du Département des finances publiques de la Commission de l'UEMOA. De plus, il participera aux rencontres statutaires du Réseau des praticiens et de l'Observatoire des finances publiques.

24. **Situation par pays.** Les activités programmées au niveau des pays sont résumées au Tableau 7. Elles porteront sur une seule mission dans six pays et deux missions en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal et au Togo. Par ailleurs, une mission est mise en « réserve » pour le Bénin, portant sur le renforcement de la gestion de la trésorerie.

**Tableau 7. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques
- Comptabilité et Trésor**

Pays	Activités	Jalons 2017
Bénin	1 mission	✚ Le guide de fonctionnement du PCE est élaboré et approprié par les acteurs et mis en œuvre.
Burkina Faso	1 mission	✚ Les nouveaux référentiels comptables sont appréhendés par les acteurs.
Côte d'Ivoire	2 missions	✚ Les soldes anormaux de la qualité de la balance générale des comptes sont régularisés ; ✚ Les procédures et règles de la comptabilité-matières sont définies et sont harmonisées avec celle de la comptabilité générale.
Guinée	1 mission	✚ Le PCE base caisse est entièrement mis en œuvre.
Guinée-Bissau	1 mission	✚ Les soldes anormaux de la qualité de la balance générale des comptes sont régularisés.
Mali	2 missions	✚ Les manuels de procédures sont élaborés, appropriés par les acteurs et mis en œuvre ; ✚ Les recommandations sont mises en œuvre, notamment en ce qui concerne la gestion de trésorerie et le CUT.
Mauritanie	1 mission	✚ La qualité de la comptabilité en base caisse permet de définir une trajectoire pour la mise en place de la comptabilité en droits constatés.
Niger	1 mission	✚ Les soldes anormaux de la balance générale des comptes sont régularisés.
Sénégal	2 missions	✚ Les manuels de procédures sont élaborés, appropriés par les acteurs et mis en œuvre ; ✚ Les soldes anormaux de la balance générale des comptes sont régularisés.
Togo	2 missions	✚ Le fonctionnement du CUT est conforme aux bonnes pratiques ; ✚ SIGFiP est adapté aux nouvelles réformes.

E. STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

Contexte et priorités de l'assistance technique

25. Dans tous les pays membres du Centre, l'axe central de l'AT dans le domaine des statistiques de finances publiques sera l'appui à la mise en œuvre de la méthodologie du *Manuel des Statistiques des Finances Publiques 2001/2014*, et à la production et la diffusion des tableaux statistiques requis. Il s'agira en particulier du Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE) qui est le principal document de synthèse des statistiques de finances publiques (SFP). Pour les pays membres de l'UEMOA, cela implique la mise en œuvre de la Directive UEMOA n°10 de 2009 sur le nouveau cadre harmonisé des finances publiques, et la production des tableaux du cadre d'analyse minimum défini par la Directive pour la période de transition.

26. La mise en œuvre efficace du programme nécessitera l'amélioration, ainsi qu'une utilisation accrue de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT) comme source intégrée de données pour la compilation des SFP de l'administration centrale. Enfin, un aspect non négligeable de l'AT continuera de mettre l'accent sur la diffusion des SFP au grand public, et auprès des organisations régionales et internationales selon les recommandations du Système général de diffusion des données du FMI, auquel les pays membres du Centre participent.

Activités programmées et résultats

27. **Au plan régional.** Le programme prévoit l'organisation d'un séminaire régional sur le thème : « Elargissement du champ de couverture du TOFE ». Cette formation vise à fournir un appui sur ce thème en référence au *MSFP 2001/2014*. L'accent sera mis sur les sources, l'intégration et l'analyse des données du TOFE élargi. L'élargissement du champ de couverture apporte à l'avant-plan les problématiques de classification, cohérence et consolidation des données. Par ailleurs, il est prévu la préparation de deux notes techniques pour la mise en œuvre de certains aspects de la méthodologie du *MSFP 2001/2014*. La première note traitera des principaux changements méthodologiques associés au *MSFP 2014*, tandis que la seconde portera sur la classification et le traitement des opérations de la protection sociale.

28. **Au niveau des pays.** Les activités prévues par pays sont résumées au Tableau 8. Comme indiqué plus haut, ces activités visent essentiellement à appuyer les pays membres de l'UEMOA à réaliser le basculement au TOFE UEMOA 2009 ; et à accompagner la Guinée et la Mauritanie à produire le TOFE base *MSFP 2001/2014*. De plus, trois missions sont mises en « réserve » pour le Bénin, le Burkina Faso, et le Sénégal. Un stage d'immersion est également prévu pour deux ou trois cadres. Il portera sur la production du TOFE à partir de la BGCT en utilisant une procédure d'extraction automatique.

Tableau 8. Missions prévues par pays en Statistiques de finances publiques

Pays	Activités	Jalons 2017
Bénin	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Production du TOFE base UEMOA 2009 en parallèle et basculement au 1^{er} trimestre 2017 ; Production du cadre d'analyse minimum complet. TOFE expérimental pour chacun des autres sous secteurs.
Burkina Faso	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Production du TOFE base UEMOA 2009 en parallèle et basculement au 1^{er} trimestre 2017 ; Production du cadre d'analyse minimum complet ; Élargissement du TOFE à l'administration centrale ; TOFE expérimental pour la sécurité sociale.
Côte d'Ivoire	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Basculement au TOFE UEMOA 2009 au 1^{er} trimestre 2017 ; Production du cadre d'analyse minimum complet ; Élargissement du TOFE à l'administration centrale ; TOFE expérimental pour la sécurité sociale.
Guinée	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Production du TOFE base <i>MSFP 2001/2014</i>, situation des flux de trésorerie, dette et bilan financier sur une base expérimentale ; Comité de mise en œuvre des SFP en place et fonctionnel.
Guinée Bissau	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Production du TOFE UEMOA 2009, situation des flux de trésorerie, et situation de la dette sur une base expérimentale.
Mali	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Basculement au TOFE UEMOA 2009 au 1^{er} trimestre 2017 ; Production du cadre d'analyse minimum complet ; TOFE expérimental pour l'administration centrale extrabudgétaire et sécurité sociale ; Production du tableau de passage de la BGCT au <i>MSFP 2001</i>.
Mauritanie	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Adaptation du modèle d'extraction de la BGCT à la classification du <i>MSFP 2014</i> ; Équipe TOFE fonctionnelle et officialiser un comité de validation pour le TOFE ; Basculement au TOFE base <i>MSFP 2001/2014</i> au premier trimestre 2017 ; Production de la situation des flux de trésorerie et de la dette sur une base expérimentale.
Niger	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Production du TOFE UEMOA 2009 et situation de la dette sur la base expérimentale.
Sénégal	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Production du cadre d'analyse minimum complet ; Élargissement du TOFE à l'administration centrale ; TOFE expérimental pour la sécurité sociale et collectivité locales ; Mise en place d'un comité de validation du TOFE ; Développement des métadonnées SFP.
Togo	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Production du TOFE base UEMOA 2009 en parallèle et basculement au 1^{er} trimestre 2017 ; Production du cadre d'analyse minimum complet ; Comité de mise en œuvre des SFP en place en fonctionnel ; Élargissement du TOFE à l'administration centrale ; TOFE expérimental pour la sécurité sociale.

F. STATISTIQUES DU SECTEUR REEL

Contexte et priorités de l'assistance technique

29. Les activités programmées dans le domaine des statistiques du secteur réel sont concentrées sur la comptabilité nationale. Elles visent trois objectifs principaux :

- ❖ Accélérer la mise en œuvre du *Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN) 2008* et le changement d'année de base au Burkina Faso, en Guinée, en Guinée-Bissau, et au Niger.
- ❖ Eliminer le retard dans la diffusion des comptes nationaux annuels selon le *SCN 1993* au Mali et au Niger ;
- ❖ Poursuivre la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT) au Bénin et au Mali.

Activités programmées et résultats attendus

30. *Au plan régional.* Le Centre organisera un atelier régional portant sur le thème : « Harmonisation des méthodes et outils de travail sur ERETES ». Cette formation vise à renforcer les capacités des cadres des instituts nationaux de statistiques pour une meilleure utilisation d'ERETES, logiciel de comptabilité nationale en conformité avec les *SCN 2008*.

31. *Au niveau des pays.* Les activités programmées sont résumées au Tableau 9. Elles visent globalement à assurer que les pays utilisateurs du logiciel ERETES adoptent des méthodes de travail appropriées à la mise en place d'une année de base avec le *SCN 2008*, et à étendre l'élaboration des comptes nationaux trimestriels. Par ailleurs, le programme de travail prévoit des activités en « réserve » pour le Bénin, la Guinée-Bissau, le Niger, le Sénégal et le Togo ; ainsi que l'organisation de quatre stages d'immersion sur les principaux thèmes prévus au programme (Voir Tableau 3).

Tableau 9. Missions prévues par pays en Statistiques du secteur réel

Pays	Activités	Jalons 2017
Bénin	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ La maquette d'élaboration des CNT est disponible ; ✚ La méthodologie des comptes financiers et la prise en compte des données sources sont améliorées ; ✚ Le compte financier de l'année 2014 est élaboré.
Burkina Faso	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Un agenda pour mettre en place une nouvelle année de base et migrer vers le <i>SCN 2008</i> est adopté ; ✚ Les méthodologies et données sources pour élaborer le comptes des sociétés financières selon le <i>SCN 2008</i> sont produites.
Côte d'Ivoire	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les CNT sont diffusés.
Guinée	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ les CNA 2014-15 sont élaborés. ✚ Les techniques d'élaboration des comptes sont améliorées ; ✚ Les nomenclatures et sources de données pour la nouvelle base avec le <i>SCN 2008</i> sont disponibles.
Guinée Bissau	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ les CNA définitifs de l'année 2014 et ceux provisoires de l'année 2015 sont produits ; ✚ Les techniques d'élaboration des comptes sont améliorées ; ✚ Les travaux sur le traitement des sources pour la nouvelle base 2015 selon le <i>SCN 2008</i> sont effectués.
Mali	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ La maquette d'élaboration des CNT est mise à jour ; ✚ La note sur les sources et méthodes d'élaboration des CNA avec le <i>SCN 1993</i> est disponible.
Mauritanie	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les CNA définitifs 2013 sont disponibles ; ✚ Le CNA provisoires 2014 et 2015 sont disponibles ; ✚ Les délais dans la production des CNA sont éliminés.
Niger	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les CNA2006-2014 sont établis avec ERETES. ✚ Les délais dans la production des CNA sont réduits. ✚ Les techniques d'élaboration des comptes sont améliorées. ✚ Les cadres sont mieux formés au <i>SCN 1993</i> et à l'utilisation d'ERETES.
Sénégal	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les tables de passage des données primaires des comptes des sociétés et des ménages au <i>SCN 2008</i> sont disponibles.
Togo	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Les CNA définitifs 2013 sont disponibles ; ✚ Le CNA provisoires 2014 et 2015 sont disponibles ; ✚ Les délais dans la production des CNA sont éliminés

G. GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Contexte et priorités de l'assistance technique

32. Les activités prévues en matière d'AT dans la gestion de la dette publique ont pour principaux objectifs de:

- ❖ Moderniser le cadre institutionnel et organisationnel pour la gestion de la dette publique au Burkina Faso, en Guinée Bissau, et au Togo.
- ❖ Renforcer les capacités analytiques des entités en charge de la gestion de la dette publique au Bénin, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Mali et au Sénégal.
- ❖ Développer les capacités d'intervention sur le marché des titres publics des services des Trésors publics au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali, en Mauritanie et au Niger.
- ❖ Soutenir l'Agence UMOA-Titres dans le développement du marché régional des titres d'Etat.

Activités programmées et résultats attendus

33. ***Au plan régional.*** Le centre organisera deux séminaires, l'un portant sur le thème « Elaboration et mise en œuvre du programme annuel d'emprunt », et visant à élargir les connaissances d'une trentaine de cadres sur la démarche de formulation du plan annuel d'emprunt à partir de la stratégie de dette retenue, et sur base des décisions tactiques liées à l'exécution du plan annuel d'emprunt. Le deuxième séminaire sera organisé conjointement avec l'AFRITAC du Centre sur le thème « Opportunités et risques liés à l'accès aux marchés des capitaux internationaux ». Ce séminaire permettra de: (i) discuter des expériences des pays qui ont déjà émis des titres sur les marchés internationaux ; (ii) sensibiliser les pays sur les risques liés à l'accès aux marchés des capitaux internationaux, et ; (iii) renforcer les capacités des participants à appréhender les conditions préalables et les étapes d'une émission sur les marchés des capitaux internationaux.

34. ***Au niveau de l'Agence UMOA-Titres.*** Les activités du Programme pluriannuel d'assistance technique (PPAT) lancé en 2013-14 seront poursuivies. Elles visent principalement à assister l'Agence à : (i) élaborer un manuel de procédures pour ses activités ; et; (ii) renforcer ses capacités en matière d'analyse des risques liés au portefeuille de la dette publique, et (iii) à l'aider à développer un tableau de bord composé d'indicateurs de risque qui renseignera sur le profil de risque de chaque Etat de l'UMOA.

35. ***Au niveau des pays.*** Les missions prévues sont reprises au Tableau 10. Globalement, elles visent à appuyer les efforts des pays à renforcer la gestion de la dette publique à travers la modernisation du cadre organisationnel de gestion de la dette, le renforcement de leurs capacités analytiques et opérationnelles, et l'amélioration de leurs stratégies d'intervention sur les marchés des capitaux. Les activités mises en « réserve » concernent le Burkina-Faso, la Guinée, le Mali, le Niger le Sénégal et le Togo.

Tableau 10. Missions prévues par pays en Gestion de la dette

Pays	Activités	Jalons 2017
Bénin	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Le calendrier d'émission de titres publics pour l'année 2017 tient compte des améliorations suggérées Le rapport annuel de gestion de la dette ou un rapport interne contient des sections discutant des vulnérabilités du portefeuille de la dette publique et des mesures d'atténuation prises
Burkina Faso	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Le document définissant la politique d'octroi de la garantie de l'Etat et des procédures de gestion des garanties est adopté
Côte d'Ivoire	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Les notes de formation sur la réouverture des émissions de titres publics et les techniques de gestion du risque de refinancement sont produites
Guinée	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Le rapport d'analyse des vulnérabilités du portefeuille de dette est rédigé.
Guinée Bissau	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Les services intervenant dans les activités de gestion de la dette sont réorganisés en front middle et back office Les rôles et responsabilités de tous les intervenants dans le processus de gestion de la dette sont précisés Un premier rapport d'analyse du portefeuille de la dette publique est produit
Mali	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Le calendrier d'émission de titres publics pour l'année 2017 tient compte des améliorations suggérées Les rapports types générés à partir de la base de données de la dette attestent que la base est à jour
Mauritanie	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Un premier calendrier d'émission de titres publics contenant des dates et montants indicatifs
Niger	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Le calendrier d'émission de titres publics pour l'année 2017 tient compte des améliorations suggérées
Sénégal	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Le document présentant la trajectoire de la dette publique au cours des cinq prochaines années est produit Les notes de présentation sur la démarche d'évaluation des termes et conditions financières sont produites
Togo	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Les services intervenant dans les activités de gestion de la dette sont réorganisés en front middle et back office

H. SUPERVISION ET RESTRUCTURATION BANCAIRES

Contexte et priorités de l'assistance technique

36. Le champ d'intervention du domaine est axé sur des missions de renforcement de la supervision bancaire, sous ses différents aspects, dont la mise en conformité avec les principes du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace et la transposition des accords internationaux de Bâle II/III. Ainsi, les activités prévues dans ce domaine porteront essentiellement sur la réalisation de projets pluriannuels d'assistance technique pour la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Guinée, et la Mauritanie.

Activités programmées et résultats attendus

37. ***Au plan régional.*** Les activités programmées concernent à la fois la BCEAO et le Secrétariat général de la Commission bancaire¹ de l'UMOA. Elles se déclinent comme présenté ci-dessous. De plus, le Centre organisera un séminaire régional sur le thème « Supervision des banques en difficulté », et participera aux consultations multilatérales organisées chaque année par le Département Afrique du FMI auprès des institutions régionales de l'UMOA. Cette participation permettra au Centre de faire le point sur : l'état d'avancement de la supervision bancaire régionale, les difficultés rencontrées dans le cadre des réformes qui sont conduites, et les besoins additionnels d'assistance technique.

- ❖ **BCEAO et Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA.** Pendant l'année fiscale 2017, le Centre poursuivra son programme d'assistance technique relatif à la transposition des accords de Bâle II et de Bâle III dans l'UMOA. Sur base des progrès réalisés en AF2016, la réforme du dispositif prudentiel régional devrait désormais être poursuivie par une phase de mise en œuvre consistant à le rendre opérationnel. Les étapes intermédiaires attendus en AF2017 sont : (i) la finalisation de la révision du système d'évaluation et de notation des établissements de crédit ; (ii) la révision des méthodes de contrôle permanent et sur place pour les adapter au nouveau dispositif prudentiel et ; (iii) la participation à l'accompagnement des banques pour la mise en œuvre du nouveau dispositif prudentiel.
- ❖ **Secrétariat général de la Commission bancaire.** Des activités de formation sont prévues en faveur de la Commission Bancaire de l'UMOA dans le prolongement de celles qui ont été effectuées par le Centre depuis 2013.

38. ***Situation par pays.*** Les programmes pluriannuels de renforcement de la supervision bancaire en Guinée et en Mauritanie seront poursuivis (Tableau 11). De plus, au-delà des activités mises en « réserve » pour les deux pays, un stage d'immersion est prévu sur la création et la gestion d'un système de fonds de garantie des dépôts au profit de la Guinée.

¹ Le Secrétariat général de la Commission bancaire est une direction générale de la BCEAO.

Tableau 11. Missions prévues par pays en Supervision et restructuration bancaires

Pays	Activités	Jalons 2017
Guinée	15 semaines programmées (dont 10 pour des missions sur site et 4 pour la préparation et le suivi).	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Révision du calcul réglementaire des fonds propres (intégrant Bâle III) ; ✚ Révision des réglementations relatives à la division des risques et aux engagements sur les apparentés ; ✚ Fiabilisation du processus d'évaluation et de notation des banques ;
Mauritanie	13 semaines	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Révision du calcul réglementaire des risques pondérés pour la mise en conformité avec Bâle II ; ✚ Révision du processus d'octroi et de gestion des agréments ; ✚ Fiabilisation du processus d'évaluation et de notation des banques.

I. ANALYSE ET PREVISION MACROECONOMIQUES

Contexte et priorités de l'assistance technique

38. Le programme d'activités de l'AF 2017 répond aux besoins identifiés au cours des missions diagnostiques effectuées en AF 2016 ainsi qu'aux requêtes formulées par les autorités. Il s'articule autour des principaux axes suivants :

- ❖ Mise à niveau des dispositifs institutionnels d'analyse macroéconomique au Burkina Faso, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Togo, au Mali, et en Mauritanie.
- ❖ Amélioration des dispositifs de suivi de la conjoncture et de prévision de court terme, y compris sur les recettes fiscales au Bénin, pour la Banque centrale de Guinée, en Côte d'Ivoire, et en Guinée-Bissau.
- ❖ Amélioration des modèles de cadrage macroéconomique, de simulation de chocs exogènes ou d'impacts de politique économique.
- ❖ Renforcement des capacités, identification et partage des bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'analyse et de prévision macroéconomiques.

Activités programmées et résultats attendus

39. **Au plan régional.** Le Centre organisera un séminaire régional sur le thème : « Le cadrage macroéconomique et son utilisation dans l'élaboration des Cadres budgétaires à moyen terme ». Cet atelier est dédié aux responsables des administrations en charge des prévisions économiques

et des cadrages budgétaires. De plus, le Centre participera à l'organisation d'un cours de « Politiques et programmation financière » qui sera organisé par l'Institut du FMI pour le renforcement de capacités, à l'attention des participants des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest, avec l'appui de l'Institut Africain de Formation du FMI.

40. ***Au niveau des pays.*** Les activités prévues pour l'année budgétaire 2017 sont résumées au Tableau 12. Elles visent principalement à aider les pays à renforcer l'analyse et l'utilisation du cadrage macroéconomique, notamment au moyen de la modélisation. En plus de ces activités, le programme comprend des missions « en réserve » pour le Bénin, le Burkina Faso, et la Mauritanie.

41. ***Apprentissage par les pairs.*** Le programme prévoit l'organisation de deux stages d'immersion portant sur les cadres institutionnels pour la gestion macroéconomique, et sur les modèles de simulation de chocs.

Tableau 12. Missions prévues par pays en Analyse et prévision macroéconomiques

Pays	Activités	Jalons 2017
Bénin	1 mission	✚ Cadres méthodologiques et techniques des nouveaux indicateurs avancés de la conjoncture élaborés.
Burkina Faso	1 mission	✚ Feuille de route pour la révision du modèle IAP et l'opérationnalisation du modèle MALT élaborée.
Côte d'Ivoire	2 missions	✚ Dispositifs de prévisions des régies financières renforcés ; ✚ Modèle BUDGET-ECO révisé, approprié par les cadres et approfondi.
Guinée	2 missions	✚ Modèle MSEGUI révisé, approprié par les cadres et approfondi.
Guinée-BCRG	1 mission	✚ Plan d'action pour la redynamisation du suivi de la conjoncture et la modélisation macroéconomiques mis en œuvre.
Guinée Bissau	2 missions	✚ Plan Pluriannuel d'appui à la modélisation macroéconomique mis en œuvre ; ✚ Cadres formés pour l'appropriation du Modèle TCHINTCHOR.
Mali	2 missions	✚ Modèle MME_DNPD révisé, approprié par les cadres et approfondi.
Mauritanie-BCM	2 missions	✚ Modèle de prévision de l'inflation spécifié, ✚ Modèle de prévision de l'inflation élaboré.
Togo	2 missions	✚ Modèle PRECOMAT 3 opérationnalisé, approprié par les cadres et approfondi.



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest
(AFRITAC de l'Ouest)

Vingt-sixième réunion du Comité d'orientation
Abidjan, les 4 et 5 mai 2016

**Annexe du Programme de travail
de l'année fiscale 2016-2017**

PRESENTATION PAR DOMAINE

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

ACPR	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
AE	Autorisations d'Engagement
AF	Année fiscale
AFC	AFRITAC du Centre
AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Sub-saharienne
AFRITAC	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique
AFW	AFRITAC de l'Ouest
AT	Assistance Technique
ATI	Institut Africain de Formation
AUT	Agence UMOA-Titres
AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
BCRG	Banque Centrale de République de Guinée
BGCT	Balance Générale des Comptes du Trésor
BNV	Bureau National de la Valeur
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BP	Budget Programme
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDCP	Comptabilité en Droits Constatés et Patrimoniale
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEA	Commission Economique des nations unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CF	Contrôle Fiscal
CIP	Comptes d'Imputation Provisoire
CME	Centre des Moyennes Entreprises
CNA	Comptes Nationaux Annuels
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CNE	Comité National d'Endettement
CNT	Comptes Nationaux Trimestriels
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
COFEB	Centre Ouest-Africain de Formation et d'Etudes Bancaires
COTECNA	Organisme de contrôle des importations
CP	Crédits de Paiement
CUT	Compte unique du Trésor
CVD/CAVD	Cadre d'Analyse de la Viabilité de la Dette
DCIME	Direction du Centre des Impôts des Moyennes Entreprises
DDP	Direction de la Dette Publique
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGE	Direction des Grandes Entreprises
DGI	Direction Générale des Impôts

DGSBF	Direction Générale de la Supervision Bancaire et Financière
DGSCN	Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
DGSIF	Direction Générale de la Supervision des Institutions Financières
DGT/DGTCF	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DND	Direction Nationale des Douanes
DNI	Direction Nationale des Impôts
DNCI	Direction Nationale du Cadastre et des Impôts
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DP	Dépenses du Personnel
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle
DPME	Direction des Petites et Moyennes Entreprises
DPPD	Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses
DRFM	Directeur des Ressources Financières et du Matériel
DSID	Direction des Statistiques et de l'Informatique Douanière
DSRP	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
ECT	Expert Court Terme
EPN	Etablissements Publics Nationaux
ERETES	Outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux
FAD	Département des Finances Publiques du FMI
FMI	Fonds Monétaire International
FP	Finances Publiques
GATT	Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce
GFS	Government Finance Statistics (Statistiques des Finances Publiques)
GIZ	Coopération Technique Allemande
GRH	Gestion des Ressources Humaines
GT	Gestion de la Trésorerie
IBFI	Institut Bancaire et Financier International de la Banque de France
ICD	Institut pour le Développement des Capacités du FMI
IFRS	Normes Internationales de Diffusion des Données
IFU	Identifiant Fiscal Unique
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INS	Institut National de Statistique
INSAE	Institut National de Statistiques et d'Analyse Economique
INSEE	Institut National de Statistique et des Etudes Economiques
JSA	Organisme japonais de coopération
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de Finances
MCM	Département des Marchés Monétaires et Capitaux du FMI
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MdF	Ministère des Finances
MBP6	6 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la position extérieure globale
MSFP	Manuel de Statistiques de Finances Publiques
MTDS/SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
NBE	Nomenclature Budgétaire de l'État
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires

OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Organisation Mondiale des Douanes
PAP	Projets Annuels de Performance
PCE	Plan Comptable de l'Etat
PCSE	Plan Comptable de l'Etat Simplifié de l'Etat
PE	Plans d'Engagement
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMA	Evaluation de la Gestion de l'Investissement Public
PLF	Projet de Lois des Finances
PNG	Position Nette du Gouvernement
PNT	Position Nette du Trésor
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPAT	Projet Pluriannuel d'Assistance Technique
PPM	Plans de Passation de Marchés
PTF	Partenaires Techniques Financiers
RAR	Restes A Recouvrer
RH	Ressources Humaines
RPROG	Responsable de Programme
RAFIT	Outils d'Information de l'administration fiscale
SCN	Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies
SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
SFP	Statistiques des Finances Publiques
SGDD	Système Général de Diffusion des Données
SGE	Service des Grandes Entreprises
SI	Système d'Information
SIAR	Système Informatisé d'Analyse de Risque
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SME	Service des Moyennes Entreprises
SP-CTBPE	Secrétariat permanent du comité technique du budget-programme de l'Etat
SYDAM	Système de Dédouanement Automatisé des Marchandises
SYDONIA	SYstème DOuaNIer Automatisé
TAME	Traitement et Analyse de risque des Marchandises par voie Électronique
TCEI	Tableau des comptes économiques intégrés
TRE	Tableau des ressources et des emplois
TRIE	Transit Routier Inter État
TEC	Tarif Extérieur Commun
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UMA	Union du Maghreb Arabe
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest-africaine

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017

ADMINISTRATION DOUANIÈRE

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Bénin	La sélectivité de contrôle basée sur le risque est appliquée de façon plus cohérente au fil du temps. Gestion automatisée du risque: évaluation du projet.	Le contrôle douanier lors du processus de dédouanement est plus efficace et les informations fournies sont véridiques.	T3	1	1	1.5	3.5	Dernière mission du projet.
Ponctuel	Bénin	Suivi des recommandations de la dernière mission d'évaluation du département des finances publiques du FMI (FAD).	Le contrôle douanier lors du processus de dédouanement est plus efficace et les informations fournies sont véridiques.	T4	1	2	2	5	
Ponctuel	Burkina Faso	Un plus grand nombre d'entreprises importatrices est contrôlé progressivement par un programme de contrôles à posteriori.	Les programmes de contrôle après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement le respect des dispositions du Code des douanes.	T4	1	2	2	5	
Pluriannuel	Burkina Faso	La sélectivité de contrôle basée sur le risque est appliquée de façon plus cohérente au fil du temps.	Le contrôle douanier lors du processus de dédouanement est plus efficace et les informations fournies sont véridiques.	T1	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017

ADMINISTRATION DOUANIÈRE

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	L'efficacité de la lutte contre la fraude et la contrebande est améliorée. État de lieux du service des enquêtes et appui à la mise en place d'une entente de collaboration avec la magistrature.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement le respect des dispositions du Code des douanes.	T2	1	1	2	4	Collaboration avec la magistrature et poursuite au pénal.
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Le cadre de contrôle et de suivi des régimes suspensifs et d'exonération est renforcé. Suivi des recommandations de l'assistance technique (AT) de juin 2015 et appui à la mise en place d'une procédure par projet/bénéficiaire.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement le respect des dispositions du Code des douanes.	T3	1		2	3	Procédures par projet/bénéficiaire.
Ponctuel	Guinée	Amélioration des fonctions de base de la douane: prise en charge des marchandises et gestion des manifestes.	Les opérateurs de commerce international respectent leurs obligations déclaratives et de paiement.	T1	1	1	2	4	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Appui à l'amélioration et à la simplification des procédures de dédouanement.	Les opérateurs de commerce international respectent leurs obligations déclaratives et de paiement.	T2	1		2	3	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017

ADMINISTRATION DOUANIÈRE

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Mali	Étude de la structure de rémunération de l'administration douanière.	Modernisation des Ressources Humaines.	T1-T4			2	2	
Pluriannuel	Mauritanie	Renforcement des capacités en matières des contrôles en entreprises.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement le respect des dispositions du Code des douanes.	T2	1		2	3	Contrôle à posteriori.
Pluriannuel	Mauritanie	Évaluation et ajustement de l'application de la méthode d'évaluation.	Le contrôle douanier lors du processus de dédouanement est plus efficace et les informations fournies sont véridiques.	T2	1		2	3	
Pluriannuel	Sénégal	Suivi des recommandations de la dernière mission d'évaluation de FAD.	Le contrôle douanier lors du processus de dédouanement est plus efficace et les informations fournies sont véridiques.	T4	1	2		3	

ADMINISTRATION DOUANIÈRE (SUITE ET FIN)

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Togo	Le cadre de contrôle et de suivi des régimes suspensifs et d'exonération est renforcé. Suivi des recommandations de l'AT de juillet 2015 et appui à la mise en place d'une procédure par projet/bénéficiaire. Suivi des mesures prioritaires de la mission FAD de février 2016.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement le respect des dispositions du Code des douanes.	T1	1	2	2	5	Procédures par projet/bénéficiaire.
Ponctuel	Togo	État des lieux de la gestion du risque et présentation du projet pluriannuel sur la gestion automatisée et la sélectivité.	Le contrôle douanier lors du processus de dédouanement est plus efficace et les informations fournies sont véridiques.	T2	1	1.5	1.5	4	Démarrage du projet États des lieux.
Ponctuel	Togo	Développement d'un cadre logique sur la gestion automatisée du risque et la sélectivité.	Le contrôle douanier lors du processus de dédouanement est plus efficace et les informations fournies sont véridiques.	T4	1	2	2	5	
Ponctuel	Burkina Faso	Participation à une mission FAD.	Le Conseiller est imprégné des recommandations de FAD dans le pays afin de mieux en organiser la mise en œuvre.	T1		2		2	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Participation à une mission FAD.	Le Conseiller est imprégné des recommandations de FAD dans le pays afin de mieux en organiser la mise en œuvre.	T3		2		2	
Évaluation	Côte d'Ivoire	Évaluation du Conseiller résident (CR).		T2		1		1	Visite du Backstopper.
Séminaire	Régional	Développer les capacités en matière d'analyse de renseignement douanier.	Formation sur le renseignement douanier	T4	2	1	2	5	
Total					16	22.5	29	67.5	

ADMINISTRATION FISCALE

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Bénin	Poursuite du renforcement de la Direction des moyennes entreprises (renforcement du fichier, obligations déclaratives et TVA).	Le nombre d'entreprises moyennes s'accroît de 15 % en moyenne annuelle; le taux de dépôt spontané en TVA est de 90 % , le taux de couverture du contrôle fiscal est en progression constante; 90% des restes à recouvrer (RAR) recouvrables sont effectivement recouverts.	T1	1	2	2	5	
Pluriannuel	Bénin	Modernisation de l'immatriculation fiscale, renforcement de la brigade d'enquête et de recherche ; mise en oeuvre d'une stratégie d'élargissement de l'assiette fiscale.	Le fichier central des contribuables reflète la situation réelle des contribuables et est partagé avec les services de la douane; la brigade des enquêtes et de la recherche est renforcée.	T2	1	2	2	5	
Ponctuel	Burkina Faso	Participation à une mission FAD.	Le Conseiller est imprégné des recommandations de FAD dans le pays afin de mieux en organiser la mise en œuvre.	T1		2		2	
Pluriannuel	Burkina Faso	Renforcement de la Direction des moyennes entreprises.	Le fichier des contribuables s'accroît de 15% en moyenne annuelle; le taux de dépôt spontané de la TVA est de 90%; le taux de couverture du contrôle ponctuel connaît une progression; 90% des RAR sont effectivement recouverts.	T3	1	1	2	4	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017

ADMINISTRATION FISCALE

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuelle	Côte d'Ivoire	Appui au renforcement du contrôle fiscal.	La programmation du contrôle fiscal est fondée sur l'analyse du risque, notamment la programmation du contrôle des moyennes entreprises.	T3	0.5	1	2	3.5	
Pluriannuel	Guinée	Renforcement de la gestion des restes à recouvrer.	la politique de la segmentation fiscale est rigoureusement appliquée; les règles de transfert des dossiers sont rigoureusement appliquées; les règles d'immatriculation du contribuable sont sécurisées; la surveillance des obligations fiscales est améliorée.	T2	1	2	2	5	
Ponctuel	Guinée	Participation à une mission FAD.	Le Conseiller est imprégné des recommandations de FAD dans le pays afin de mieux en organiser la mise en œuvre.	T3		2		2	
Ponctuel	Guinée- Bissau	Renforcement des opérations fiscales auprès de la Direction générale des contributions et des impôts.	L'immatriculation est généralisée à tous les contribuables; le fichier des contribuables est mis à jour; la brigade d'enquêtes et de recherche est renforcée; une stratégie d'élargissement de l'assiette est élaborée et mise en œuvre.	T4	0.5	1	2	3.5	

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Mali	Renforcement de la Direction des moyennes (DME) et grandes entreprises (DGE).	Les fichiers DGE et DME sont maîtrisés; la gestion des restes à recouvrer auprès des moyennes entreprises est maîtrisée, le contrôle fiscal auprès des moyennes entreprises est renforcé.	T1	1	2	2	5	
Ponctuel	Mauritanie	poursuite du renforcement des moyennes entreprises, stratégie d'élargissement de l'assiette fiscale.	Le contrôle sur pièces est renforcé; les critères d'analyse du risque définis avec l'appui de la mission permet d'analyser les dossiers pour une meilleure programmation dans le cadre du contrôle externe; la procédure simplifiée de déclaration unique est mise en oeuvre.	T4	0.5	2	2	4.5	
Ponctuel	Sénégal	Renforcement de la gestion de la Direction des moyennes entreprises.	Le nombre d'entreprises moyennes s'accroît de 15 % en moyenne annuelle; le taux de dépôt spontané en TVA est de 95 % , le taux de couverture du contrôle fiscal est en progression constante; 90% des restes à recouvrer recouvrables sont recouvrés.	T3	1	2	2	5	

ADMINISTRATION FISCALE

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Sénégal	Renforcement de l'administration des moyennes entreprises.	Le nombre d'entreprises moyennes s'accroît de 15 % en moyenne annuelle; le taux de dépôt spontané en TVA est de 95 % , le taux de couverture du contrôle fiscal est en progression constante; 90% des restes à recouvrer recouvrables sont recouverts.	T4	1	2	2	5	
Pluriannuel	Niger	Renforcement des opérations fiscales de la DGI.	la collecte de l'information fiscale permet en la rapprochant des chiffres d'affaires déclarés par les contribuables, de détecter des écarts devant être contrôlés ; le contrôle sur pièces est amélioré; le taux de déclarations spontanées est de 90%.	T4	1		2	3	
ponctuel	Togo	Renforcement du contrôle fiscal.	la programmation du contrôle fiscal est fondée sur l'analyse du risque, en commençant par les moyennes entreprises.	T3	1	1	2	4	
Ponctuel	Togo	Renforcement du contrôle fiscal.	la programmation du contrôle fiscal est fondée sur l'analyse du risque, en commençant par les moyennes entreprises.	T4	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017

ADMINISTRATION FISCALE (SUITE ET FIN)

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Séminaire	Régional	Contrôle fiscal des opérations internationales du secteur des télécommunications.	Formation de 25 participants en contrôle fiscal.	T2	2	1	2	5	
Ponctuel	Pays membres	Organisation, suivi, évaluation de stages d'immersion.	Les cadres sélectionnés renforcent leur expérience sur le thème choisi.	T1	1			1	
Séminaire	régional	Formation sur la gestion des indicateurs de performance et l'outil d'analyse des performances des administrations fiscales (RAFIT).	Le taux de remplissage de la plateforme est compris entre 80% et 90%.	T1	1	1		2	
Total					15.5	26	28	69.5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017

GESTION DES DÉPENSES PUBLIQUES - BUDGET

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Bénin	Poursuite de l'appui à l'exécution du budget en mode programme.	(1) L'exécution de toute la phase administrative de la dépense incombe désormais aux responsables de programme ou, dans une phase intermédiaire, aux Directeurs des ressources financières et du matériel (DRFM) ; (2) Les acteurs se sont appropriés les procédures d'exécution en mode programme.	T2	1	2	2	5	
Ponctuel	Burkina Faso	Appui à la rationalisation des procédures d'exécution de la dépense en perspective à la bascule en mode programme.	Un plan d'actions pour la rationalisation de la chaîne de la dépense et la déconcentration de l'ordonnancement est adopté et les mesures prioritaires mises en œuvre.	T1	1	2	2	5	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Appui à la rationalisation de la chaîne de la dépense en perspective à la bascule à l'exécution du budget en mode programme.	Un plan d'actions pour la rationalisation de la chaîne de la dépense et la déconcentration de l'ordonnancement est adopté et les mesures prioritaires mises en œuvre.	T1	1	2	2	5	
Ponctuel	Guinée	Poursuite de l'activité sur la budgétisation et le pilotage de la masse salariale.	La méthodologie de budgétisation des dépenses de personnel est appropriée par les utilisateurs et des esquisses de prévisions sont faites sur la base de l'outil de gestion de la masse salariale.	T3	1		2	3	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Elaboration du document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP).	Les experts nationaux se sont appropriés la démarche d'élaboration du DPBEP et la mettent en œuvre.	T1	1		2	3	

GESTION DES DÉPENSES PUBLIQUES - BUDGET

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Mali	Utilisation de l'outil de budgétisation dans le cadre de la programmation 2017-2019 et de la budgétisation 2017.	La méthodologie de budgétisation des dépenses de personnel est appropriée par les utilisateurs et des esquisses de prévisions sont faites sur la base de l'outil de gestion de la masse salariale.	T1	1		2	3	
Pluriannuel	Mali	Rédaction d'un manuel d'exécution des dépenses de personnel.	Le manuel d'exécution des DP est adopté et disséminé.	T3	1	2	2	5	
Ponctuel	Mauritanie	Etude sur les conditions de mise en place du budget de programme (BP).	La philosophie du BP est appropriée par les acteurs et les conditions de sa mise en œuvre définies.	T2	1	2	2	5	
Ponctuel	Mauritanie	Structuration des programmes d'un premier groupe de ministères.	Les programmes budgétaires d'un premier groupe de ministères sont définis.	T4	1	2	2	5	
Ponctuel	Niger	Poursuite de l'activité sur les AE/CP.	Les budgets d'investissements publics de 4 ministères supplémentaires sont structurés en AE/CP.	T3	1		2	3	
Ponctuel	Sénégal	Appui à la mise en œuvre du plan d'actions pour la déconcentration de l'ordonnancement.	Les procédures d'exécution de la dépense sont rationalisées et adaptées aux nouvelles réformes.	T1	1	2	2	5	
Pluriannuel	Togo	Mise en place du segment fonctionnel de la NBE.	Le segment fonctionnel de la NBE est élaboré, validé et pris en compte dans le SI.	T2	1	1	2	4	
Pluriannuel	Togo	Alignement de la documentation du PLF sur la LOLF ainsi que les plafonds d'emplois FR.1.6.	La documentation du PLF ainsi que ses annexes sont conformes à la LOLF.	T4	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017

GESTION DES DÉPENSES PUBLIQUES – BUDGET (SUITE ET FIN)

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	UEMOA	Participation aux activités d'appui à la mise en œuvre des directives organisées par la Commission de l'UEMOA.	La commission de l'UEMOA impulse et accompagne la mise en œuvre des réformes dans les Etats membres.	T2-T4	1	2	1	4	
Ponctuel	Pays membres	Organisation, suivi, évaluation de stages d'immersion.	Les cadres sélectionnés renforcent leur expérience sur le thème choisi.	T1-T3	3			3	
Séminaires	Etats membres	Thème: Moderniser la documentation des lois de finances, mieux rendre compte de son exécution et optimiser l'analyse des résultats de son exécution.	La préparation et la documentation du projet de la loi de finances s'inscrivent bien dans la logique du budget de programme.	T4	2	1	1	4	
Ponctuel	Etats membres	Participation à une mission FAD.	Le Conseiller est imprégné des recommandations de FAD dans le pays afin de mieux en organiser la mise en œuvre.	T1-T4	1	1		2	
Total					20	21	28	69	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017

GESTION DES DÉPENSES PUBLIQUES - COMPTABILITÉ & TRÉSOR

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Bénin	Appui à la rédaction du guide de fonctionnement du plan comptable de l’Etat (PCE).	Le guide de fonctionnement du PCE est élaboré, approprié par les acteurs et mis en œuvre.	T1	1	2	2	5	
Ponctuel	Burkina Faso	Appui à la mise en oeuvre du plan d'actions de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale.	Les nouveaux référentiels comptables sont appréhendés par les acteurs.	T1	1	2	2	5	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Appui à l'apurement de la balance générale des comptes en perspective de la bascule à la compabilité d'exercice.	Les soldes anormaux de la qualité de la balance générale des comptes sont régularisés.	T2	1	1	2	4	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Définition des règles et procédures de la compatibilité-matière.	Les procédures et règles de la comptabilité- matières sont définies et sont harmonisées avec celle de la comptabilité générale.	T1	1	1	2	4	
Ponctuel	Guinée	Appui à la mise en oeuvre du plan comptable de l'Etat dans le cadre de la comptabilité de caisse améliorée.	Le plan comptable de l'Etat est entièrement mise en oeuvre.	T1	1	1	2	4	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Fiabilisation de la balance générale des comptes de l'Etat.	Les soldes anormaux de la qualité de la balance générale des comptes sont régularisés.	T2	1	1	2	4	
Pluriannuel	Mali	Appui à l'élaboration de manuels de procédures en perspective de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale.	Les manuels de procédures sont élaborés, appropriés par les acteurs et mis en œuvre.	T2	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017

GESTION DES DÉPENSES PUBLIQUES - COMPTABILITÉ & TRÉSOR

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Mali	Renforcement de la gestion de la trésorerie et mise en place du Compte unique du Trésor (CUT).	Les recommandations sont mises en œuvre notamment en ce qui concerne la gestion de la trésorerie (GT) et le CUT.	T3	1	1	2	4	
Ponctuel	Mauritanie	Etat des lieux de la comptabilité en base caisse.	La qualité de la comptabilité en base caisse permet de définir une trajectoire pour la mise en place de la comptabilité en droits	T2	1	2	2	5	
Ponctuel	Niger	Appui au renforcement de la fonction comptable.	La balance générale des comptes de la comptabilité base caisse est fiabilisée.	T3	1	2	2	5	
Ponctuel	Sénégal	Poursuite de la mise en oeuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale.	Les manuels de procédures sont élaborés, appropriés par les acteurs et mis en œuvre.	T2	1	2	2	5	
Ponctuel	Sénégal	Fiabilisation de la balance des comptes du Trésor.	Les soldes anormaux de la balance générale des comptes sont régularisés.	T3	1	1	2	4	
Pluriannuel	Togo	Appui à la mise en oeuvre du Compte unique du Trésor. (CUT)	Le fonctionnement du CUT est conforme aux bonnes pratiques.	T4	0.5	1	1	2.5	
Pluriannuel	Togo	Appui au développement du Système intégré de gestion des finances publiques (SIGFIP).	Le SIGFIP est adapté aux nouvelles réformes.	T3	0.5	2	2	4.5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017
GESTION DES DÉPENSES PUBLIQUES - COMPTABILITÉ & TRÉSOR (SUITE ET FIN)

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	UEMOA	Participation aux activités d'appui à la mise en œuvre des directives organisées par la commission de l'UEMOA.	La commission de l'UEMOA impulse et accompagne la mise en œuvre des réformes dans les Etats membres.	T2-T4	0.5	2		2.5	
Séminaire	Etats membres	La gestion de trésorerie (GT) et le compte unique du Trésor (CUT).	Les acteurs ont appréhendé davantage les techniques de GT et du CUT.	T4	2	1	1	4	
Ponctuel	Etats membres	Participation à une mission FAD.	Le Conseiller est imprégné des recommandations de FAD dans le pays afin de mieux en organiser la mise en œuvre.	T1-T4	0.5	1		1.5	
Total					16	25	28	69	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017

STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Bénin	Appui à la mise en oeuvre de la directive du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) UEMOA 2009: Cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.	Basculement au TOFE UEMOA 2009 début 2017; validation et développement des autres tableaux du cadre d'analyse minimum. Détermination de la méthodologie pour l'élargissement du TOFE à l'administration centrale et aux collectivités locales. TOFE expérimental pour la sécurité sociale.	T1	1	2	2	5	
Ponctuel	Burkina Faso	Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE UEMOA 2009: Cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.	Production du TOFE base Manuel de statistiques des finances publiques (MSFP) 2001 en parallèle et basculement d'ici le début janvier 2017. Validation et développement des autres tableaux du cadre d'analyse minimum. Détermination de la méthodologie pour l'élargissement du TOFE à l'administration centrale. TOFE expérimental pour la sécurité sociale.	T1	1	2	2	5	

STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE UEMOA 2009: cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.	Basculement au TOFE base MSFP 2001 début 2017. Validation et développement des autres tableaux du cadre d'analyse minimum. Élargissement du TOFE à l'administration centrale. TOFE expérimental pour la sécurité sociale.	T4	1	2	2	5	
Ponctuel	Guinée	Appui à la mise en œuvre du MSFP 2001/2014: TOFE sur la nouvelle base et autres tableaux du cadre d'analyse, et élargissement du champ de couverture. Diffusion des SFP.	Production du TOFE base MSFP 2001/2014 en parallèle; situation des flux de trésorerie; de la dette et bilan financier sur une base expérimentale. Étude et collecte des données relatives à l'élargissement du champ de couverture du TOFE. Réponse au questionnaire SFP du Département des Statistiques du FMI de 2016. Comité directeur des SFP en place et fonctionnel.	T3	1	2	2	5	

STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Guinée	Appui à la mise en œuvre du MSFP 2001/2014: TOFE sur la nouvelle base et autres tableaux du cadre d'analyse, et élargissement du champ de couverture. Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.	Production du TOFE base MSFP 2001/2014 en parallèle (base expérimentale). Développement des autres tableaux du cadre d'analyse. Étude et collecte des données relatives à l'élargissement du champ de couverture du TOFE.	T4	1		1	2	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE UEMOA 2009: Cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.	Production du TOFE UEMOA 2009, situation des flux de trésorerie et de la dette sur une base expérimentale. Étude et collecte des données relatives à l'élargissement du champ de couverture du TOFE.	T2	1	2	2	5	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE UEMOA 2009: Cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.	Production du TOFE UEMOA 2009, situation des flux de trésorerie et de la dette sur une base expérimentale. Étude et collecte des données relatives à l'élargissement du champ de couverture du TOFE.	T4	1	1		2	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017
STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Mali	Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE UEMOA 2009. Cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.	Basculement au TOFE UEMOA 2009 début 2017. Validation et développement des autres tableaux du cadre d'analyse minimum. TOFE expérimental pour l'administration central et la sécurité sociale.	T2	1	2	2	5	
Ponctuel	Mauritanie	Appui à la mise en œuvre du MSFP 2001/2014: TOFE sur la nouvelle base et autres tableaux du cadre d'analyse, et élargissement du champ de couverture. Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.	Valider le modèle d'extraction de la BGCT à la classification du MSFP 2014. Basculement au TOFE base MSFP 2001/2014 début 2017. Production de la situation des flux de trésorerie et de la dette sur une base expérimentale. Étude et collecte des données relatives à l'élargissement du champ de couverture du TOFE.	T2	1		1	2	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017
STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Mauritanie	Appui à la mise en œuvre du MSFP 2001/2014: TOFE sur la nouvelle base et autres tableaux du cadre d'analyse, et élargissement du champ de couverture. Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.	Valider le modèle d'extraction de la BGCT à la classification du MSFP 2014. Basculement au TOFE base MSFP 2001/2014 début 2017. Production de la situation des flux de trésorerie et de la dette sur une base expérimentale. Étude et collecte des données relatives à l'élargissement du champ de couverture du TOFE.	T3	1	2	2	5	
Ponctuel	Niger	Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE UEMOA 2009. Cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.	Production du TOFE UEMOA 2009 sur une base expérimentale d'ici début 2017. Production de la situation de la dette. Étude et collecte des données relatives à l'élargissement du champ de couverture du TOFE.	T1	1	2	2	5	

STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Niger	Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE UEMOA 2009: Cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.	Production du TOFE UEMOA 2009 sur une base expérimentale d'ici début 2017. Production de la situation de la dette. Étude et collecte des données relatives à l'élargissement du champ de couverture du TOFE.	T4	1		1	2	
Ponctuel	Organisations régionales	Note technique sur le MSFP 2014 - principaux changements méthodologiques.	Préparation et diffusion de la Note technique.	T2			1	1	
Ponctuel	Organisations régionales	Note technique sur la protection sociale.	Préparation et diffusion de la Note technique.	T3			2	2	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017
STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Pays membres	Organisation, suivi, évaluation de stages d'immersion.	Les cadres sélectionnés renforcent leur expérience sur le thème choisi.	T2	1			1	
Ponctuel	Organisations régionales	Participation aux réunions de l'Observatoire des finances publiques de l'UEMOA.	La commission de l'UEMOA impulse et accompagne la mise en œuvre des réformes dans les Etats membres.	T1-T4		2		2	
Ponctuel	Sénégal	Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE UEMOA 2009. Cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.	Élargissement du TOFE à l'administration centrale. TOFE expérimental pour la sécurité sociale et les collectivités locales (à partir de la balance). Validation et développement des autres tableaux du cadre d'analyse minimum.	T3	1	2	2	5	
Ponctuel	Togo	Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE UEMOA 2009. Cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.	Basculement au TOFE UEMOA 2009 début 2017. Déterminer la méthodologie pour l'élargissement du TOFE à l'administration centrale. TOFE expérimental pour la sécurité sociale. Validation et développement des autres tableaux du cadre d'analyse minimum.	T2	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017
STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES (SUITE ET FIN)

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Séminaire	Etats membres	Appui à la mise en oeuvre du MSFP 2001/2014.	Thème principal: Élargissement du champ de couverture du TOFE.	T4	2	1	2	5	
Total					17	24	28	69	

STATISTIQUES DU SECTEUR RÉEL

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Bénin	Mise en place des indicateurs des comptes trimestriels (CNT).	La maquette d’élaboration des CNT est disponible.	T2	1		2	3	
Pluriannuel	Bénin	Mise en place de l’année de base 2015. Appui à l’élaboration des comptes financiers et du compte des sociétés financières.	La méthodologie des comptes financiers et la prise en compte des données sources sont améliorées; le compte financier de l’année 2014 est élaboré.	T3	1	2	2	5	2nde et dernière mission.
Ponctuel	Burkina Faso	Mise en place de l’année de base 2014. Appui à l’élaboration du compte des sociétés financières.	Un agenda pour mettre en place une nouvelle année de base et migrer vers le <i>SCN 2008</i> est adopté; les Méthodologie et données sources pour élaborer le compte des sociétés financières selon le SCN 2008 sont produits.	T4	1	2		3	
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Appui à la diffusion des CNT.	Les CNT sont diffusés.	T1	1		2	3	
Ponctuel	Guinée	Préparation des Comptes nationaux annuels (CNA) 2014-2015.	Les CNA 2014-15 sont élaborés. Les délais dans la production des CNA sont éliminés.	T2	1	2	2	5	

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Guinée	Mise en place du <i>SCN 2008</i> : Nomenclatures et sources de données.	Les techniques d'élaboration des comptes sont améliorées. Les nomenclatures et sources de données pour la nouvelle base avec le <i>SCN 2008</i> sont disponibles.	T3	1	2		3	
Pluriannuel	Guinée-Bissau	Mise en place de l'année de base 2015: traitement des données sources disponibles.	Les travaux sur le traitement des sources pour la nouvelle base 2015 selon le <i>SCN 2008</i> sont effectués.	T1	1		2	3	Poursuite des travaux sur le <i>SCN2008</i>
Pluriannuel	Guinée-Bissau	Formation ERETES et élaboration des CNA 2014 (version définitive) et 2015 (version provisoire).	les CNA définitifs de l'année 2014 et provisoires de l'année 2015 sont produits; les techniques d'élaboration des comptes sont améliorées.	T3	1	2		3	
Pluriannuel	Mali	Mise en place des indicateurs des comptes trimestriels (CNT).	La maquette d'élaboration des CNT est mise à jour.	T1	1		2	3	
Ponctuel	Mali	Finalisation de la note sur les sources et méthodes d'élaboration des CNA avec le <i>SCN 1993</i> .	La note sur les sources et méthodes d'élaboration des CNA avec le <i>SCN 1993</i> est disponible.	T2	1		1	2	
Pluriannuel	Mali	Mise en place des indicateurs des comptes trimestriels.	La maquette d'élaboration des CNT est mise à jour.	T3	1		2	3	Poursuite des travaux de la 1ere mission

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Mauritanie	Mise en place des CNA.	Les CNA 2013 sont disponibles; les CNA provisoires 2014 et 2015 sont disponibles.	T1	1		2	3	Report de AF16
Ponctuel	Mauritanie	Mise en place des CNA.	Les CNA définitifs 2013 sont disponibles; les CNA provisoires 2014 et 2015 sont disponibles.	T2	1		2	3	
Ponctuel	Mauritanie	Mise en place de l'année de base 2015: exploitation des données sources.	Table de chargement des données primaires du compte des ménages selon le SCN 2008.	T3	1	2		3	
Ponctuel	Niger	Elaboration des CNA 2014.	Les CNA 2014 sont établis avec ERETES.	T1	1	2	2	5	
Ponctuel	Sénégal	Intégration des données primaires du compte des ménages selon le SCN 2008.	Table de chargement des données primaires du compte des ménages selon le SCN 2008.	T2	1		2	3	
Pluriannuel	Togo	Elaboration des CNA 2013.	Les CNA définitifs 2013 sont disponibles; les délais dans la production des CNA sont éliminés.	T2	1		2	3	
Pluriannuel	Togo	Elaboration des CNA provisoires 2014-2015.	Le CNA provisoires 2014 et 2015 sont disponibles.	T3	1		2	3	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017
STATISTIQUES DU SECTEUR RÉEL (SUITE ET FIN)

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Pays membres	Organisation, suivi, évaluation de stages d'immersion.	Les cadres sélectionnés renforcent leur expérience sur le thème choisi.	T1	1			1	
Ponctuel	Organisations régionales	Participation au Conseil scientifique d'AFRISTAT.	Participation effective du Conseiller.	T2	0.5	0.5		1	
Ponctuel	Organisations régionales	Séminaire AFRISTAT de comptabilité nationale.	Participation effective du Conseiller.	T2	0.5	1		1.5	
Ponctuel	Régional	Séminaire ERETES: Formation et mise en place de procédures pour faciliter le changement d'année de base des CNA et la migration vers le SCN 2008.	Formation des cadres sélectionnés.	T1	2	1	2	5	
				Total	22	16.5	29	67.5	

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Bénin	Appui à l'amélioration des pratiques en matière d'émission de titres publics.	Les cadres se sont appropriés les bonnes pratiques en matière d'émission de titres publics. Les améliorations à apporter aux pratiques d'émission sont identifiées et adoptées.	T2	1	2	2	5	
Ponctuel	Bénin	Formation sur l'analyse des risques du portefeuille de la dette publique et l'élaboration du rapport de gestion de la dette publique.	Les cadres se sont appropriés les techniques d'évaluation des risques et les mesures d'atténuation. Les indicateurs de risque sont suivis et discutés dans le rapport de gestion de la dette.	T4	1	2		3	
Ponctuel	Burkina Faso	Appui à la définition de la politique d'octroi de la garantie de l'Etat et des procédures de gestion de la garantie de l'Etat.	Le document définissant la politique d'octroi de la garantie de l'Etat et des procédures de gestion des garanties est adopté.	T2	1		2	3	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Ré-ouverture des émissions de titres publics et gestion du risque de refinancement.	Les cadres ont eu une meilleure compréhension du concept de ré-ouverture des émissions. Les cadres se sont appropriés les méthodes de gestion de risque de refinancement lié aux activités d'émission de titres publics.	T1	1	2		3	
Ponctuel	Guinée	Formation sur l'identification des sources de vulnérabilité du portefeuille de la dette.	Appropriation des techniques d'évaluation des risques et mesures d'atténuation de ces risques.	T4	1		2	3	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Appui au renforcement du cadre institutionnel pour la gestion de la dette publique.	Les services en charge de gestion de la dette publique sont réorganisés selon le modèle front middle et back office. Les rôles et responsabilités de tous les intervenants dans le processus de gestion de la dette sont précisés.	T3	1	1		2	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Formation sur l'analyse du portefeuille de la dette.	Les cadres sont capables de mener une analyse qualitative et quantitative du portefeuille de la dette publique.	T4	1		2	3	

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Mali	Appui à l'amélioration des pratiques en matière d'émission de titres publics.	Les cadres se sont appropriés les bonnes pratiques en matière d'émission de titres publics. Les améliorations à apporter aux pratiques d'émission sont identifiées et adoptées.	T3	1	2	2	5	
Ponctuel	Mali	Renforcement des capacités à l'utilisation du logiciel de gestion de la base de données de la dette publique.	Les cadres sont capables de bien manipuler le logiciel de gestion de la base de données de la dette publique.	T2	1		2	3	
Ponctuel	Mauritanie	Appui à l'amélioration des pratiques en matière d'émission de titres publics.	Les cadres se sont appropriés les bonnes pratiques en matière d'émission de titres publics. Les améliorations à apporter aux pratiques d'émission sont identifiées et adoptées.	T1	1	2	2	5	
Ponctuel	Niger	Appui à l'amélioration des pratiques en matière d'émission de titres publics.	Les cadres se sont appropriés les bonnes pratiques en matière d'émission de titres publics. Les améliorations à apporter aux pratiques d'émission sont identifiées et adoptées.	T3	1	2	2	5	
Ponctuel	Sénégal	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette.	Les cadres sont capables de produire une analyse de viabilité de la dette.	T2	1	1	2	4	
Ponctuel	Sénégal	Formation sur l'évaluation des offres de financement.	Les cadres ont renforcé leurs capacités en matière d'analyse des offres de financement.	T4	1		2	3	
Ponctuel	Togo	Appui au renforcement du cadre institutionnel pour la gestion de la dette publique.	Les services en charge de gestion de la dette publique sont réorganisés selon le modèle front middle et back office. Les rôles et responsabilités de tous les intervenants dans le processus de gestion de la dette sont précisés.	T3	1	2	2	5	
Pluriannuel	Organisations régionales	Appui à l'élaboration du manuel de procédures pour l'Agence UMOA-Titres (AUT).	Le manuel de procédures de l'Agence est élaboré et adopté.	T1	0.5		2	2.5	
Pluriannuel	Organisations régionales	Appui à l'élaboration du manuel de procédures pour l'AUT.	Le manuel de procédures de l'Agence est élaboré et adopté.	T2	0.5		2	2.5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (SUITE ET FIN)

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Organisations régionales AUT	Formation sur l’identification des risques liés portefeuille de la dette publique.	L’AUT s’est appropriée les techniques d’évaluation des risques de marché, de liquidité et de crédit liés au portefeuille de la dette publique. Un tableau de bord composé d'indicateurs de risque des pays de l'UMOA est produit et mis à jour régulièrement.	T3	0.5	1		1.5	
Pluriannuel	Organisations régionales AUT	Formation sur l’identification des risques liés portefeuille de la dette publique.	L’AUT s’est appropriée les techniques d’évaluation des risques de marché, de liquidité et de crédit liés au portefeuille de la dette publique. Un tableau de bord composé d'indicateurs de risque des pays de l'UMOA est produit et mis à jour régulièrement.	T4	0.5	1		1.5	
Ponctuel	Organisations régionales CREPMF	Evaluation des besoins d'assistance technique du CREPMF.	Les besoins d'assistance technique sont identifiés et un PPAT est défini.	T4	0.5	0.5		1	
Séminaire	Pays membres	Séminaire régional sur l'élaboration et la mise en œuvre du plan annuel d'emprunt.	Les participants ont saisi la démarche de formulation du plan annuel d’emprunt à partir de la stratégie de dette retenue, et les décisions tactiques liées à l’exécution du plan annuel d’emprunt.	T2	2	1	2	5	
Séminaire	Pays membres	Séminaire conjoint sur les opportunités et risques liés à l'accès aux marchés des capitaux internationaux.	Les participants ont été sensibilisés sur les risques liés à l'accès aux marchés internationaux. Les participants ont renforcé leurs connaissances sur les conditions préalables et étapes d'une émission sur les marchés internationaux.	T1	1	1	1	3	
				Total	20	20.5	29	69	

SUPERVISION ET RESTRUCTURATION BANCAIRES

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Guinée	Renforcement de la supervision bancaire	Renforcement de la législation et de la réglementation bancaires, r renforcement du contrôle sur place et sur pièces. Amélioration de la compétence des agents de la supervision bancaire.	T1					Poursuite du PPAT
Pluriannuel	Guinée			T2	2	2	2	6	
Pluriannuel	Guinée			T3	1		2	3	
Pluriannuel	Guinée			T4	1	2	2	5	
Pluriannuel	Mauritanie	Renforcement de la supervision bancaire	Renforcement du dispositif législatif et réglementaire des établissements de credit; renforcement du contrôle sur pièces et sur place. Amélioration de la compétence des agents de la supervision bancaire.	T1					Poursuite du PPAT
Pluriannuel	Mauritanie			T2	1	2	2	5	
Pluriannuel	Mauritanie			T3	1	2	2	5	
Pluriannuel	Mauritanie			T4	1	0	2	3	
Pluriannuel	Organisations régionales	BCEAO : transposition de Bâle II/III	Définition de normes prudentielles de solvabilité et de liquidité dans l'UMOA conformes aux accords de Bâle; mise en œuvre d'un processus de surveillance prudentielle conforme au pilier 2 de Bâle II; mise en conformité avec les principes du Comité de Bâle Renforcement des capacités.	T1					Poursuite du PPAT
Pluriannuel	Organisations régionales			T2	2	2	4	8	
Pluriannuel	Organisations régionales			T3	1		2	3	
Pluriannuel	Organisations régionales			T4	1	2	2	5	
Ponctuel	Organisations régionales			T4	1		2	3	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017
SUPERVISION ET RESTRUCTURATION BANCAIRES (SUITE ET FIN)

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Organisations régionales	Formation à l'endroit de la commission bancaire de l'Union monétaire ouest africaine.	Renforcement des capacités.	T3	2	1	1	4	
Ponctuel	Organisations régionales			T4	1		2	3	
Séminaire	Organisations Régionales et pays membres	supervision des banques en difficultés	Renforcement des capacités en matière de contrôle des banques en difficulté.	T4	2	1	2	5	
Ponctuel	Pays membres	Organisation, suivi, évaluation de stages d'immersion.	Les cadres sélectionnés renforcent leur expérience sur le thème choisi.	T3	1			1	
Ponctuel	Organisations régionales	Participation à la mission du département Afrique du FMI sur les consultations multilatérales avec l'UMOA.	Evaluation de l'état du secteur financier de l'UMOA et des besoins d'assistance technique.	T3	1	2		3	
Total					18	16	25	59	

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Bénin	Appui à la Direction de la Prévision, élaboration des nouveaux indicateurs avancés de la conjoncture.	Cadres méthodologiques et techniques des nouveaux indicateurs avancés de la conjoncture proposés.	T1	1	1	2	4	
Ponctuel	Burkina Faso	Appui à la Direction de la Prévision et des Analyses Macroéconomiques, poursuite de la révision, appropriation et approfondissement du modèle IAP, Spécification du modèle MALT.	Les activités prévues dans le plan d'actions pour la révision, l'appropriation et l'approfondissement du Modèle IAP ainsi que la spécification du modèle MALT, sont réalisées.	T3	1	1	2	4	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Appui à la Direction Générale des Impôts, Spécification du dispositif de prévision des recettes fiscales.	Une spécification du dispositif de prévision des recettes fiscales est proposée.	T2	1	1	2	4	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Appui à la Direction de la Conjoncture et de la Prévision économique (DCPE); révision, appropriation et approfondissement du modèle BUDGET-ECO.	Le modèle BUDGET-ECO est révisé et une feuille de route pour son approfondissement est élaborée.	T3	1	1	2	4	
Ponctuel	Guinée	Appui à la DSEM, Révision, appropriation et approfondissement du modèle MSEGUI.	Les activités prévues dans le plan d'actions pour la révision, l'appropriation et l'approfondissement du Modèle MSEGUI, sont réalisés.	T1	1		2	3	

ANALYSE ET PRÉVISION MACROÉCONOMIQUES

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Guinée	Appui à la DSEM, appropriation et approfondissement du Modèle MSEGUI.	Les activités prévues dans le plan d'actions pour l'appropriation et l'approfondissement du Modèle MSEGUI, sont réalisées. Les cadres sont formés sur l'analyse et la préparation d'une note de cadrage macroéconomiques à partir du modèle MSEGUI.	T4	1		2	3	
Ponctuel	Guinée	Appui à la Banque centrale de la république de Guinée (BCRG). Mise en oeuvre du Plan d'actions pour la redynamisation du suivi de la conjoncture et la modélisation macroéconomique.	Les actions prévues dans le Plan d'actions pour la redynamisation du suivi de la conjoncture et la modélisation macroéconomique sont réalisées.	T2	1	1	2	4	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Appui à la Direction générale de la Prévision et des études économiques (DGPEE), suivi de la mise en oeuvre du Plan Pluriannuel d'appui à la modélisation macroéconomique.	Le Plan Pluriannuel d'appui à la modélisation macroéconomique est évalué. Les cadres sont formés sur l'analyse et l'élaboration d'une note de cadrage macroéconomique à partir du Modèle TCHINTHOR.	T2	1	1		2	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Appui à la DGPEE, suivi de la mise en oeuvre du Plan Pluriannuel d'appui à la modélisation macroéconomique.	La mise en oeuvre des actions du plan Pluriannuel d'appui à la modélisation macroéconomique est évaluée.	T3	1	1		2	
Ponctuel	Mali	Appui à la Direction nationale de la planification et du développement (DNPD), Appropriation et approfondissement du Modèle macroéconomique (MME_DNPD).	Les activités prévues dans le plan d'actions pour l'appropriation et l'approfondissement du Modèle MME_DNPD sont réalisés. Les cadres sont formés sur l'analyse et la préparation d'une note de cadrage macroéconomique à partir du Modèle MME_DNPD.	T2	1	1	2	4	

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Mali	Appui à la DNPd, appropriation et approfondissement du Modèle MME_DNPd.	Les activités prévues dans le plan d'actions pour l'appropriation et l'approfondissement du Modèle MME_DNPd, sont réalisées. Les cadres sont formés sur les interrelations entre les comptes macroéconomiques.	T4	1	1	2	4	
Ponctuel	Mauritanie	Appui à la Banque centrale de Mauritanie (BCM), mission exploratoire: élaboration d'un modèle de prévision de l'inflation.	Une feuille de route pour l'élaboration d'un modèle de prévision de l'inflation est élaborée ainsi que les premières spécifications de ce modèle.	T1	1	2	2	5	
Ponctuel	Mauritanie	Appui à la BCM, formation sur le modèle de prévision de l'inflation.	Les cadres sont formés sur les différentes spécifications du modèle de prévision de l'inflation.	T4	1	2	2	5	
Ponctuel	Togo	Appui à la Division de la Prévision, Opérationnalisation, appropriation et approfondissement du Modèle PRECOMAT 3.	Les actions prévues pour l'opérationnalisation, l'appropriation et l'approfondissement du Modèle PRECOMAT 3 sont réalisés.	T2	1	2		3	
Ponctuel	Togo	Appui à la Division de la Prévision, opérationnalisation, appropriation et approfondissement du Modèle PRECOMAT 3.	Les actions prévues pour l'opérationnalisation, l'appropriation et l'approfondissement du Modèle PRECOMAT 3 sont réalisés.	T4	1		2	3	
Séminaire AFRISTAT UEMOA	Pays membres	Renforcement des capacités sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres.	Formation des participants en matière de prévisions.	T2	1	1		2	Le Centre prend en charge 2 participants de la Guinée et 2 de la Mauritanie.

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- AVRIL 2017

ANALYSE ET PRÉVISION MACROÉCONOMIQUES (SUITE ET FIN)

Type de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
		Descriptif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abidjan	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Pays membres	Organisation, suivi, évaluation de stages d'immersion.	Les cadres sélectionnés renforcent leur expérience sur le thème choisi.	T1	2			2	
Seminaire	Pays membres	Cours organisé avec l'Institut pour le développement des capacités (ICD) du FMI sur la Programmation et les Politiques Financières.	Renforcement des capacités des cadres sélectionnés sur les thèmes du cours.	T1	2	2		4	
Seminaire	Pays membres	Le cadrage macroéconomique et son utilisation pour l'élaboration des Cadrages de dépenses et budgétaires à moyen terme (CDMT/CBMT) dans les pays couverts par le Centre.	Renforcement des capacités des cadres sélectionnés sur le thème du séminaire.	T3	2	1	2	5	
Total					22	19	26	67	

